



PREFECTURE DE L'AUDE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**



**N° 02 – FÉVRIER 2003**

**Publié le 14 mars 2003**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>CABINET .....</b>	<b>1</b>
SERVICES DU CABINET .....	1
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-4390 portant composition du conseil départemental de prévention .....	1
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-4659 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Gérard SCHIVARDI, Maire de MAILHAC .....	2
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0290 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à Mme le caporal Véronique DESCHAMPS et M. le caporal Emmanuel RUI-MAURA sapeurs-pompiers à Lézignan-Corbières .....	2
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0291 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à Mlle Laurence SIBRA, MM. Marc PAJAK et Hans BECK de FONTCOUVERTE .....	2
SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....	3
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0246 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles – Risque inondation crues de la rivière « La Salz » et du ruisseau « La Blaque » - Commune de RENNES LES BAINS .....	3
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0342 portant désignation des membres du jury départemental du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique pour l'année 2003 .....	3
Arrêté préfectoral n° 2003-0367 portant renouvellement d'un agrément pour assurer les formations aux premiers secours .....	4
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0417 portant agrément d'un organisme pour la formation du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public .....	5
<b>SECRÉTARIAT GÉNÉRAL .....</b>	<b>5</b>
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES .....	5
BUREAU DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES .....	5
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0308 accordant une dérogation au repos dominical des salariés – Société SM Entreprise à Narbonne .....	5
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0310 accordant une dérogation au repos dominical des salariés – Société SN BRIANT à Romilly-sur-Seine .....	5
BUREAU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE .....	6
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0294 relatif à la modification d'une licence d'agent de voyages à la SARL Cap Soleil à Narbonne .....	6
Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à l'extension de la surface de vente d'un magasin à l'enseigne « Bricomarché » zone du Pont Rouge à Carcassonne .....	6
Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à l'extension d'un établissement hôtelier à l'enseigne « Relax » sous l'enseigne « Village Hôtel » ZI de Plaisance à Narbonne .....	6
Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation extension surface de vente hypermarché à l'enseigne « Carrefour » à Narbonne .....	7
Commission départementale d'équipement commercial – Refus création ensemble commercial de trois magasins d'équipement du foyer et de la personne à prédominance alimentaire et produits surgelés aux enseignes « GIFL », « Grand Frais » et « Picard » à Narbonne .....	7
Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder d'une part à l'extension surface de vente hypermarché enseigne « Géant » et d'autre part extension surface de vente galerie marchande à Narbonne .....	7
Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à création station-service de carburants à l'enseigne « Géant » à Narbonne .....	7
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES .....	7
BUREAU DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ET DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ .....	7
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0214 portant modification de la composition du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale .....	7
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0227 instituant auprès de la police municipale de la commune de LAPALME une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et le produit des consignations .....	8
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0228 nommant M. Eric MILL régisseur pour percevoir le produit d'es amendes forfaitaires de la police de la circulation et le produit des consignations - Commune de Lapalme .....	8
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0252 autorisant l'adhésion des communes de ISSEL et PEYRENS au SIVOM du Cabardès pour le service Action Sociale .....	9
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0314 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Garnaguès et de la Piège (extension des compétences aux équipements sociaux-culturels et sportifs d'intérêt communautaire) .....	10
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0340 portant dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux .....	11
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0389 portant modification des statuts du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des Bassins de l'Orbiel et du Trapel et extension de son périmètre .....	11
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0428 relatif à la dissolution de l'Association Syndicale Autorisée de Défense contre les Incendies du Secteur Oriental de la Montagne Noire à Pradelles-Cabardès .....	12
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0450 relatif à l'adhésion de la commune de SOUILHANELS à la communauté de communes de Castelnaudary et du bassin Lauragais .....	13
Avis de constitution des Associations Syndicales Libres des lotissements Saint Thomas I et II à Narbonne .....	13
Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement « La Baie des Oliviers » à Narbonne (chemin St Hippolyte) .....	13
Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement « Le Clos des Vignes » à Salles d'Aude .....	13
Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement LA PRADE 1 à ARMISSAN .....	14
BUREAU DU PATRIMOINE ET DE L'URBANISME .....	14
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0151 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour y occuper temporairement certains terrains afin de mener à bien les travaux de triangulation, de nivellement, de levé ou de révision des cartes effectués par l'institut géographique national sur le territoire des communes de l'ensemble du département de l'Aude .....	14

## - II -

Biens présumés vacants et sans maître - Commune de FABREZAN .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune d'ESCOULOUBRE .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune de LA PALME .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune de SAINT MARTIN LALANDE .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune de MIRAVAL-CABARDÈS .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune de PEXIORA .....	15
Biens présumés vacants et sans maître - Commune d'ARAGON .....	16
<b>BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT</b> .....	16
Installations classées pour la protection de l'environnement – Prescriptions générales – Elevages porcins en plein air, lorsque le nombre d'animaux est compris entre 50 et 450 animaux équivalents .....	16
Installations classées pour la protection de l'environnement – Procédure de déconsignation – M. DASSE à PUIVERT .....	16
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0263 portant changement de permissionnaire pour l'exploitation de l'usine hydroélectrique du barrage de Beauvoir sur les communes de Barbaira et Capendu .....	16
Installations classées pour la protection de l'environnement – Avis d'autorisation – Elevage de volailles de chair à GENVILLE .....	16
Installations classées pour la protection de l'environnement - Avis d'autorisation Huilerie BIO-PLANETE à BRAM .....	17
<b>DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES</b> .....	17
<b>BUREAU DE LA POLICE ADMINISTRATIVE</b> .....	17
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0130 portant agrément technique d'un dépôt permanent d'explosifs et d'un dépôt permanent de détonateurs exploités par la Société Spéléologique du Plantaurel – Ste Colombe sur l'Hers .....	17
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0215 portant autorisation de fonctionnement d'une Société de Surveillance et Gardiennage .....	18
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0236 autorisant le fonctionnement d'une société de surveillance et de gardiennage .....	18
Habilitations dans le domaine funéraire NNE .....	19
<b>BUREAU DES USAGERS DE LA ROUTE</b> .....	19
Arrêté préfectoral modificatif n° 2002-0856 fixant la composition de la Commission Départementale des Taxis et Voitures de Petite Remise .....	19
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-5025 relatif aux modalités d'organisation des épreuves de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi .....	19
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0044 relatif aux tarifs de transport de personnes par taxi .....	21
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0337 relatif à l'exploitation d'une voiture dite « de petite remise » .....	23
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0338 relatif à l'exploitation d'une voiture dite « de petite remise » .....	23
<b>SERVICE DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE</b> .....	23
<b>BUREAU DU COURRIER ET DE LA DOCUMENTATION</b> .....	23
Erratum au recueil des actes administratifs – Numéro spécial – Délégations de signature - Janvier 2003 publié le 31 janvier 2003 .....	23
Arrêté préfectoral n° 2003-0520 donnant délégation de signature à M. Alain VISSIÈRES, directeur de la réglementation et des libertés publiques et aux chefs de bureau de sa direction .....	23
Arrêté préfectoral n° 2003-0545 donnant délégation de signature à M. Aimé BERGERON, directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon .....	25
Arrêté préfectoral n° 2003-0558 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire à M. Robert AUDEMAR, directeur des services fiscaux de l'Aude .....	28
Arrêté préfectoral n° 2003-0559 donnant délégation de signature à Monsieur Cyril MADAR, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Languedoc-Roussillon par intérim .....	28
<b>SOUS-PRÉFECTURE DE NARBONNE</b> .....	30
Avis d'actualisation et de prorogation de la composition de la CLE du S.A.G.E. de l'Etang de Leucate ou de Salses ...	30
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0245 portant dissolution du syndicat intercommunal à vocation multiple pour l'équipement et l'expansion de la région de LEZIGNAN-CORBIÈRES .....	31
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	31
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0391 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier Général de Carcassonne .....	31
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0376 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier Général de Narbonne .....	32
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0339 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier de Lézignan-Corbières .....	33
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0251 relatif à l'ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de préparateurs en pharmacie au centre hospitalier de Carcassonne et de Narbonne .....	33
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT</b> .....	34
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0201 ordonnant le dépôt en mairie du plan de réorganisation foncière – Commune de Peyrefitte sur l'Hers – Réorganisation foncière (Titre II du Livre 1 du code rural) .....	34
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0202 ordonnant le dépôt en mairie du plan de réorganisation foncière – Commune de Sainte Camelle – Réorganisation foncière (Titre II du Livre 1 du code rural) .....	34
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE L'AUDE</b> .....	35
Extrait de l'arrêté préfectoral n° 03-353 portant nomination d'un régisseur auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Aude .....	35
<b>PRÉFECTURE DE RÉGION</b> .....	35
<b>DIRECTION RÉGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT</b> .....	35
Avis d'ouverture d'un concours externe interrégional de recrutement de maîtres ouvriers des établissements publics d'enseignement agricole dans la spécialité restauration (cuisine) .....	35
Avis d'ouverture d'un concours externe interrégional pour le recrutement de trois adjoints techniques des services déconcentrés .....	36





# CABINET

## SERVICES DU CABINET

### *Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-4390 portant composition du conseil départemental de prévention*

Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

#### A R R Ê T E :

##### **ARTICLE 1 :**

Il est créé un conseil départemental de prévention placé sous la présidence du préfet de l'Aude et sous la vice-présidence conjointe du Président du Conseil général de l'Aude ou son représentant et du Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Carcassonne.

##### **ARTICLE 2 :**

Il comprend les membres suivants :

###### Premier collège :

Deux membres du Conseil général de l'Aude désignés par cette assemblée :

- Madame Anne-Marie Jourdet, conseillère générale du canton de Narbonne ouest
- Monsieur Alain Tarlier, conseiller général du canton de Carcassonne sud

Les présidents des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

###### Deuxième collège :

- Monsieur Alain Girot, Président du Tribunal de grande instance de Carcassonne
- Un juge d'application des peines
- Un juge des enfants

###### Troisième collège :

Représentants des services de l'Etat, désignés par le préfet :

- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique
- Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Aude
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie
- Madame la Directrice départementale de la protection judiciaire de la jeunesse
- Madame la Directrice du service pénitentiaire d'insertion et de probation
- Monsieur le Directeur départemental de la jeunesse et des sports

Représentants des services du département intervenant dans le domaine social, désignés par le Président du Conseil général :

- Madame Anne-Claude Lamur Baudreu
- Madame Catherine Gilbert
- Madame Nicole Bourdel
- Madame Nathalie Casanovas

###### Quatrième collège :

- Monsieur Joseph Vidal, Président de l'Office public départemental HLM
- Monsieur Jean Pélissou, Président de la SAA HLM
- Un représentant de l'Office public HLM de Narbonne (M Georges LAMILHAU, vice président)
- Monsieur Eric Cantet, Directeur des Transports Urbains Narbonnais
- Monsieur Christian Raynaud, Vice-Président de Agglobus
- Monsieur Roland Desguerre, Président du centre social du Viguié
- Monsieur Michel Tarrago, responsable de l'unité opérationnelle de la SNCF à Narbonne
- Madame Françoise Aussilloux, Présidente de Association Info Drogue 11
- Madame Marie-Noëlle Deblonde, Présidente de Espoir à La Conte
- Monsieur Noël Raffin, Président de l'association des retraités de l'Aude
- Monsieur Caillard, Président de l'Association Narbonnaise d'Aide aux Victimes

##### **ARTICLE 3 :**

Peut être invitée par le préfet à participer au conseil départemental de prévention à titre d'expert toute personne qualifiée, en fonction de l'ordre du jour.

##### **ARTICLE 4 :**

Le conseil départemental de prévention se réunit au moins deux fois par an, sur convocation de son président ; il délibère sur un ordre du jour arrêté par celui-ci.

##### **ARTICLE 5 :**

L'arrêté préfectoral n° 94-853 du 6 juin 1994 est abrogé.

##### **ARTICLE 6 :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Aude et Monsieur le Directeur de cabinet du préfet de l'Aude sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 23 octobre 2002

Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-4659 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à M. Gérard SCHIVARDI, Maire de MAILHAC**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Une médaille d'Argent de 1<sup>ère</sup> classe pour acte de courage et de dévouement est décernée à M. Gérard SCHIVARDI Maire de MAILHAC.

**ARTICLE 2 :**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Narbonne, M. le sous-préfet directeur de Cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 8 novembre 2002  
Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0290 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à Mme le caporal Véronique DESCHAMPS et M. le caporal Emmanuel RUI-MAURA sapeurs-pompiers à Lézignan-Corbières**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Une médaille de Bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- Mme le caporal Véronique DESCHAMP
- M. le caporal Emmanuel RIU-MAURA

du corps des sapeurs-pompiers de Lézignan-Corbières.

**ARTICLE 2 :**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Narbonne, M. le sous-préfet directeur de Cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 4 février 2003  
Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0291 accordant une récompense pour acte de courage et de dévouement à Mlle Laurence SIBRA, MM. Marc PAJAK et Hans BECK de FONTCOUVERTE**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Une médaille de Bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

- Mlle Laurence SIBRA  
demeurant 2 la Placette à Fontcouverte
- M. Marc PAJAK  
demeurant 24 rue Foncadet à Fontcouverte
- M. Hans BECK  
demeurant 14 rue du Foyer à Fontcouverte

**ARTICLE 2 :**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de Narbonne, M. le sous-préfet directeur de Cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 4 février 2003  
Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

## **SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0246 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles  
Risque inondation crues de la rivière « La Salz » et du ruisseau « La Blanque » - Commune de RENNES LES BAINS**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

### **A R R Ê T E :**

#### **ARTICLE 1 :**

Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (risque inondation lié aux crues de la rivière « La Salz » et du ruisseau « La Blanque ») sur la commune de rennes les bains est approuvé conformément au dossier annexé qui comprend les pièces suivantes :

1. Note de présentation,
2. Carte des phénomènes naturels,
3. Carte d'aléa,
4. Carte des enjeux,
5. Carte du zonage réglementaire,
6. Règlement.

#### **ARTICLE 2 :**

En application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il sera annexé aux documents d'urbanisme de la commune de rennes les bains, conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 3 :**

Le dossier du plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de rennes les bains, à la sous-préfecture de Limoux, à la préfecture de l'Aude (SIDPC) et à la direction départementale de l'équipement (Service eau et environnement) aux jours et heures d'ouverture habituels de leurs bureaux respectifs.

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté et les mesures de publicité susmentionnées feront l'objet :

- d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de l'Aude,
- d'un avis au public publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département,
- d'un affichage en mairie de rennes les bains pendant une durée d'un mois au minimum.

#### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Limoux, le maire de Rennes Les Bains, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude dans le département.

Carcassonne, le 18 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0342 portant désignation des membres du jury départemental du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique pour l'année 2003**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

### **A R R Ê T E :**

#### **ARTICLE 1 :**

Le jury départemental du BNSSA, présidé par le préfet ou son représentant, est constitué comme suit :

- le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles, ou son représentant
- le Directeur Départemental de Sécurité Publique, ou son représentant
- le Commandant du Groupement des CRS, ou son représentant
- le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Aude, ou son représentant
- le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, ou son représentant
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, ou son représentant
- le Médecin-Chef Départemental des Sapeurs-Pompiers, ou son représentant
- un médecin nommé sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- un professeur d'éducation physique et sportive, titulaire du diplôme d'Etat de maître nageur sauveteur, désigné sur proposition du Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports
- trois maîtres nageurs sauveteurs désignés sur proposition du Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports
- un représentant de chacun des organismes formateurs,
- un représentant de l'organisme habilité ou de l'association agréée ayant assuré la formation complémentaire aux premiers secours avec matériel.

#### **ARTICLE 2 :**

Le jury ne peut valablement délibérer qu'avec la participation d'au moins trois des membres désignés à l'article 1 dont un médecin.



**ARTICLE 3 :**

Nul ne peut être admis à subir les épreuves du BNSSA s'il ne satisfait pas aux conditions suivantes :

- être âgé de 18 ans à la date de l'examen
- être titulaire soit :
  - de l'attestation de formation aux premiers secours et de l'attestation de formation complémentaire de premiers secours avec matériel,
  - ou du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe,
  - ou du certificat de formation aux activités de premiers secours en milieu sportif,
- avoir suivi une formation à l'utilisation d'un défibrillateur semi automatique
- avoir subi les examens médicaux d'aptitude à la natation, d'acuité auditive et d'acuité visuelle, dans les conditions prévues par l'arrêté du 26 juin 1991, relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade et de natation
- être présenté par un organisme formateur agréé par la préfecture

**ARTICLE 4 :**

L'examen pour l'obtention du BNSSA comporte :

- 5 épreuves pratiques éliminatoires non cotées (apnée, mannequin, plongeoir, épreuve avec palmes, masque et tuba, premiers secours)
- 3 épreuves cotées, notées de 0 à 20, affectées des coefficients suivants :
  - natation (coefficient 1)
  - action du sauveteur sur le noyé (coefficient 2)
  - réglementation (coefficient 3).

Le BNSSA est délivré aux candidats admis aux épreuves éliminatoires et ayant obtenu au moins 72 points sur 120, sans aucune note inférieure à 6, aux épreuves cotées.

**ARTICLE 5 :**

Cinq sessions d'examen seront organisées au cours de l'année 2003 :

- Vendredi 28.03.2003 à Castelnaudary (piscine du 4<sup>ème</sup> R.E.)
- Samedi 26.04.2003 à Narbonne (piscine du palais du travail)
- Samedi 24.05.2003 à Narbonne (piscine du palais du travail)
- Vendredi 27.06.2003 à Trèbes (piscine municipale)
- Vendredi 24.10.2003 à Castelnaudary (piscine du 4<sup>ème</sup> R.E.).

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur de Cabinet du Préfet de l'Aude, le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports et le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Aude.

Carcassonne le 13 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

**Arrêté préfectoral n° 2003-0367 portant renouvellement d'un agrément pour assurer les formations aux premiers secours**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le comité départemental de l'Aude de la fédération française de sauvetage et de secourisme est agréé pour assurer les formations aux premiers secours suivantes : AFPS, AFCPSSR, AFCPSAM, CFAPSE, BNMPs, BNSSA ainsi que les sessions de recyclage réglementairement prévues.

**ARTICLE 2 :**

Cet agrément s'applique aux organismes affiliés suivants :

- Randonneurs secouristes audois (siège social : 8 rue Camille St Saëns à Carcassonne)
- Groupe audois de secourisme (siège social : 14 rue des anciens chantiers, à Port la Nouvelle)
- Club de sauvetage et secourisme Carcassonnais (siège social La Barrière, 11240 Bellegarde du Razès)
- Club sauvetage et secourisme narbonnais (siège social : 30 chemin de la cité, à Narbonne).

**ARTICLE 3 :**

Cet agrément est renouvelé pour une durée de deux ans ; il appartiendra au responsable de l'organisme agréé de solliciter le renouvellement de l'agrément à l'issue de ce délai.

**ARTICLE 4 :**

MM. le Directeur de Cabinet et le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, 18 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0417 portant agrément d'un organisme pour la formation du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation dans le département de l'Aude, aux trois degrés de qualification ERP1, ERP2 et ERP3 du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public est accordé pour une durée de 5 ans à l'organisme : Centre Européen de Formation Incendie Secours et Sécurité (CEFISS) dont le siège social est situé 2, place Poincaré, 40002 Mont de Marsan.

**ARTICLE 2 :**

L'organisme bénéficiaire de l'agrément devra informer le Préfet de l'Aude (SDIS et SIDPC) de toute formation effective réalisée dans le département, tout en précisant le lieu du site d'exercice, ainsi que les dates de formation.

**ARTICLE 3 :**

L'organisme bénéficiaire de l'agrément devra informer le Préfet de l'Aude (SDIS et SIDPC) de tout élément modifiant le contenu de la demande d'agrément initial.

**ARTICLE 4 :**

M. le Directeur de Cabinet du Préfet de l'Aude est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Carcassonne, le 21 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0308 accordant une dérogation au repos dominical des salariés – Société SM Entreprise à Narbonne**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1. :**

Par dérogation à l'article L 221.5 du Code du Travail, la Société SM ENTREPRISE à Narbonne est autorisée à employer du personnel le dimanche 9 février 2003.

**ARTICLE 2 :**

Le repos hebdomadaire du personnel employé sera donné un autre jour que le dimanche. La dérogation accordée ne devra pas avoir pour conséquence un dépassement de la durée légale hebdomadaire du travail.

**ARTICLE 3 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, M. le Maire de Narbonne, M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 7 février 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Henri JEAN

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0310 accordant une dérogation au repos dominical des salariés – Société SN BRIANT à Romilly-sur-Seine**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1. :**

Par dérogation à l'article L 221.5 du Code du Travail, la Société SN BRIANT à Romilly-sur-Seine est autorisée à employer du personnel le dimanche 9 février 2003.

**ARTICLE 2 :**

Le repos hebdomadaire du personnel employé sera donné un autre jour que le dimanche. La dérogation accordée ne devra pas avoir pour conséquence un dépassement de la durée légale hebdomadaire du travail.

**ARTICLE 3 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, M. le Maire de Port-La-Nouvelle, M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 7 février 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Henri JEAN

**BUREAU DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0294 relatif à la modification d'une licence d'agent de voyages à la  
SARL Cap Soleil à Narbonne**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 98-2307 du 27 août 1998 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2001-3700 est modifié comme suit à compter du 5 février 2003 :

Lieu d'exploitation :

- siège social : « Cap Soleil Voyages » - 2 rue des Jacobins – 11100 Narbonne
- responsable : M. Bernard Eglessies
- mandataire : Mme Elodie Rouch – 9 avenue de Narbonne – 11130 Sigean

convention de mandat valable du 5 février 2003 au 4 février 2006.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 5 février 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

---

**Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à l'extension de la surface de  
vente d'un magasin à l enseigne « Bricomarché » zone du Pont Rouge à Carcassonne**

Réunie le 30 janvier 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a accordé à la SA Roes, représentée par M. Dominique Rochard, l'autorisation de procéder à l'extension de 660 m<sup>2</sup> de la surface de vente d'un magasin de commerce de détail d'articles de bricolage, jardinage à l'enseigne « Bricomarché », zone du Pont Rouge à Carcassonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Carcassonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri JEAN

---

**Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à l'extension d'un  
établissement hôtelier à l'enseigne « Relax » sous l'enseigne « Village Hôtel » ZI de Plaisance à Narbonne**

Réunie le 30 janvier 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a accordé à la SA SFIH, représentée par M. Alain Jacquier, l'autorisation de procéder à l'extension de 20 chambres d'un établissement hôtelier d'une capacité actuelle de 51 chambres à l'enseigne « Relax », sous l'enseigne « Villages Hôtel », ZI de Plaisance, chemin Saint-Hippolyte à Narbonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Narbonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri Jean

**Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation extension surface de vente hypermarché à l'enseigne « Carrefour » à Narbonne**

Réunie le 18 février 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a accordé à la SCI Narbonne Entrepôts et la SA RMS Distribution, représentées par M. Jean-Claude Albert, l'autorisation de procéder à l'extension de 1 872 m<sup>2</sup> de la surface de vente d'un hypermarché à l'enseigne « Carrefour » pour atteindre une surface totale de vente de 10 813 m<sup>2</sup>, ZAC de Bonne Source à Narbonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Narbonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri Jean

---

**Commission départementale d'équipement commercial – Refus création ensemble commercial de trois magasins d'équipement du foyer et de la personne à prédominance alimentaire et produits surgelés aux enseignes « GIFLI », « Grand Frais » et « Picard » à Narbonne**

Réunie le 18 février 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a refusé à la SAS Distri Cholet, représentée par M. Alexandre Ginestet, la SA Prosol Gestion, représentée par M. Denis Dumont et la SA Picard Surgelés, représentée par M. Xavier Decelle, l'autorisation de procéder à la création d'un ensemble commercial de trois magasins d'équipement du foyer et d'équipement de la personne, à prédominance alimentaire et produits surgelés, de 5420 m<sup>2</sup> de surface de vente comportant les enseignes "GIFLI" (4200 m<sup>2</sup>), "Grand Frais" (950 m<sup>2</sup>) et "Picard" (270 m<sup>2</sup>), avenue d'Espagne à Narbonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Narbonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri Jean

---

**Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder d'une part à l'extension surface de vente hypermarché enseigne « Géant » et d'autre part extension surface de vente galerie marchande à Narbonne**

Réunie le 18 février 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a accordé à la SASU l'Immobilière Groupe Casino, représentée par M. Didier Zeugschmitt et la SNC Société du centre commercial de Narbonne, représentée par M. Olivier Schlemmer, l'autorisation de procéder, d'une part à l'extension de 2150 m<sup>2</sup> de la surface de vente de l'hypermarché à l'enseigne "Géant" pour atteindre une surface totale vente de 8000 m<sup>2</sup> et, d'autre part à l'extension de 540 m<sup>2</sup> de la surface de vente de la galerie marchande pour atteindre une surface totale de vente de 1633 m<sup>2</sup>, Route d'Espagne à Narbonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Narbonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri Jean

---

**Commission départementale d'équipement commercial – Autorisation de procéder à création station-service de carburants à l'enseigne « Géant » à Narbonne**

Réunie le 18 février 2003, la commission départementale d'équipement commercial de l'Aude a accordé à la SASU l'Immobilière Groupe Casino, représentée par M. Didier Zeugschmitt, l'autorisation de procéder à la création d'une station-service de carburants de 278 m<sup>2</sup> de surface de vente comportant 8 positions de ravitaillement à l'enseigne "Géant", Route d'Espagne, Zone d'activités de la Coupe à Narbonne.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Narbonne.

Le président de la commission départementale d'équipement  
commercial,  
Henri Jean

---

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**BUREAU DU CONTROLE DE LÉGALITÉ ET DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0214 portant modification de la composition du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral susvisé (2002-0034) du 4 janvier 2002 est modifié comme suit :

« B) MEMBRES DÉSIGNÉS :

II – Représentants des personnels titulaires de l'Etat :

b) Fédération syndicale unitaire :

Titulaires

M. Guy AYATS - 1 rue Minerve - 11800 TREBES

Mme Rosine CHARLUT - 3 rue Watteau  
11090 CARCASSONNE

M. Régis TRILLES - 22 impasse des Giroflées  
11000 CARCASSONNE

M. Philippe DECHAUD - 23 rue Marcellin Berthelot  
11000 CARCASSONNE

M. Philippe BAILLOU - La Fajolle  
11400 VERDUN EN LAURAGAIS

Suppléants

M. Alain CAZANAVE - 7 rue des Amandiers  
11110 COURSAN

M. Paul RODRIGUEZ - 7 allée des Fossés  
11600 VILLEGLY

Mme Claudine GLEIZES - 7 rue Clément Ader  
11400 CASTELNAUDARY

M. Jean-Louis PRADERE - 27 allée des Aubépines  
11000 CARCASSONNE

M. Gilbert SARTORÉ - 36 rue Louis Braille  
11000 CARCASSONNE

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, l'inspecteur d'académie directeur des services départementaux de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 29 janvier 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

---

***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0227 instituant auprès de la police municipale de la commune de LAPALME une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et le produit des consignations***

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Il est institué auprès de la police municipale de la commune de LAPALME une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2 :**

Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

**ARTICLE 3 :**

Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie déterminée explicitement par le trésorier payeur général du département dans lequel la régie est créée. Le trésorier payeur général doit toujours être en possession de la liste exhaustive des mandataires.

**ARTICLE 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le trésorier payeur général de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 30 janvier 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

---

***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0228 nommant M. Eric MILL régisseur pour percevoir le produit d'es amendes forfaitaires de la police de la circulation et le produit des consignations - Commune de Lapalme***

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

M. Eric MILL, brigadier chef principal de police municipale de la commune de Lapalme, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2 :**

M. Aline TORNE, secrétaire de mairie de la commune de Lapalme, est nommé suppléante.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le trésorier payeur général de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 30 janvier 2003  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0252 autorisant l'adhésion des communes de ISSEL et PEYRENS au SIVOM du Cabardès pour le service Action Sociale**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Les communes de ISSEL et PEYRENS sont autorisées à adhérer au SIVOM du Cabardès pour le service Action Sociale en direction des personnes âgées, personnes handicapées et familles.

**ARTICLE 2 :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 2002-0741 du 26 mars 2002, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2002-3232 du 30 août 2002 est rédigé ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Le SIVOM du Cabardès exercera à la carte les compétences suivantes :

I. - Action Sociale en direction des personnes âgées, personnes handicapées et familles :

- ⇒ Gestion d'établissements hébergeant des personnes âgées, avec section cure médicale ;
- ⇒ Gestion du service de soins infirmiers à domicile :
  - aide ménagère
  - vie sociale
  - restauration
  - lavage du linge
  - adaptation aux handicaps
  - coordination des actions
- ⇒ Gestion d'un service mandataire qui aura pour mission d'apporter une aide à la fonction employeur aux personnes âgées, handicapées, aux familles en difficulté et à toute personne physique souhaitant bénéficier de ce service.

L'ensemble de ces compétences sont déléguées au SIVOM du Cabardès par les communes suivantes : SALSIGNE, VILLARZEL CABARDES, SALLELES CABARDES, VILLALIER, BROUSSES ET VILLARET, VILLANIERE, TRASSANEL, SAISSAC, PRADELLES CABARDES, MIRAVAL CABARDES, LIMOUSIS, LABASTIDE ESPARBAIRENQUE, LES ILHES CABARDES, FRAISSE CABARDES, FOURNES CABARDES, CAUX ET SAUZENS, CAUDEBRONDE, ALZONNE, ARAGON, BAGNOLES, VILLEGAILHENC, LA TOURETTE CABARDES, MALVES EN MINERVOIS, LASTOURS, VILLARDONNEL, MONTOLIEU, FONTIERS CABARDES, LES BRUNELS, SAINT DENIS, LES MARTYS, MOUSSOULENS, ROQUEFERE, VILLEGLY, SAINTE EULALIE, RAISSAC SUR LAMPY, VILLESEQUELANDE, SAINT MARTIN LE VIEIL, MAS CABARDES, VENTENAC CABARDES, CONQUES SUR ORBIEL, CUXAC CABARDES, LAPRADE, LACOMBE, ISSEL et PEYRENS.

La commune de VILLEMOUSTAUSSOU adhère à l'ensemble de ces compétences mais ne transfère que l'aide ménagère dans le cadre de la gestion des services de maintien à domicile.

Les communes de VILLEMAGNE, LABECEDE LAURAGAIS, CARLIPA, CENNE MONESTIES, VILLESPIY, VERDUN LAURAGAIS et SAINT PAPOUL adhèrent également à l'ensemble des compétences. Toutefois, elles ne délèguent au SIVOM du Cabardès que la gestion des établissements hébergeant des personnes âgées avec section « Cure médicale » existant à la date du présent arrêté.

- II. - ☐ Service en direction de la petite enfance et de la jeunesse  
Sans changement  
☐ Autres domaines de compétences  
Sans changement

**ARTICLE 3 :**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le président du SIVOM du Cabardès et les maires des communes adhérentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 4 février 2003  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture  
Henri JEAN

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0314 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Garnaguès et de la Piège (extension des compétences aux équipements sociaux-culturels et sportifs d'intérêt communautaire)**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2000-4428 du 29 décembre 2000 portant création de la Communauté de Communes du Garnaguès et de la Piège, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2002-3042 du 08 juillet 2002 portant extension des compétences de la communauté, est complété ainsi qu'il suit en ce qui concerne les compétences optionnelles et notamment les « Equipements sociaux culturels et sportifs » :

OBJET : La Communauté de Communes associe les communes au sein d'un espace de solidarité pour mettre en œuvre des projets communs d'aménagement de l'espace et de développement économique. A ce titre, elle exercera de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions communautaires, les compétences suivantes :

- Compétences obligatoires :
  1. Aménagement de l'espace :
    - ⇒ Toutes actions pour le maintien et le développement des services et équipements publics localisés sur le territoire de la communauté
    - ⇒ Mise en place d'un projet de développement rural
  2. Développement économique :
    - ⇒ Créer des réserves foncières pour la réalisation d'une zone artisanale ou industrielle nouvelle, à vocation intercommunale
    - ⇒ Maintenir et favoriser les activités économiques (artisanat, agriculture, commerce, industries, services, tourisme et aménagement valorisant l'espace) par l'aide au porteur de projet, ou la mise en place et le soutien d'actions spécifiques et collectives
    - ⇒ Tout autre service que la communauté pourrait être appelée à mettre en place à la demande des communes membres, mais qui sera formalisé par modification des statuts.
- Compétences optionnelles :
  1. Voirie :
    - ⇒ Maîtrise d'ouvrage des travaux de voirie d'intérêt communautaire et d'investissement lourd des communes membres. L'attribution des travaux se fera par procédure d'appel d'offres ou de marché négocié, en fonction de l'estimatif. Les communes gardent leurs compétences pour les travaux d'investissement d'un montant inférieur à 30 000 Frs (4 573,47 €), ainsi que les travaux de nettoyage, balayage, fauchage, entretien courant.
  2. Protection et mise en valeur de l'environnement :
    - ⇒ Démarches communes pour la préservation de la qualité du paysage et du cadre de vie, en liaison avec toute option induite par tous organismes compétents dans ces domaines.
    - ⇒ Collecte et traitement des déchets ménagers.
  3. Equipements sociaux-culturels et sportifs d'intérêt communautaire :
    - ⇒ Réalisation d'une médiathèque comprenant une bibliothèque ressource à l'intérieur d'un ensemble immobilier réalisé par la commune de Belpech et mis à disposition de la communauté de communes
- Compétences facultatives :
  1. Services sociaux :

La communauté reprendra et exercera la totalité des compétences exercées par l'ASAC de Belpech en sa qualité de service prestataire ou mandataire, dont :

- ⇒ Aide ménagère à domicile et gestion de l'allocation dépendance
- ⇒ Portage de repas à domicile
- ⇒ Tout service que la communauté pourrait être amenée à mettre en place afin de répondre aux besoins émergents, relevant du domaine social (garde à domicile, crèche, halte-garderie...) et qui seront formalisés par une modification des statuts.

La communauté de communes aura la possibilité de conclure des conventions de prestation de services avec des collectivités non adhérentes.

**ARTICLE 2 :**

Le reste sans changement.

**ARTICLE 3 :**

MM. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le trésorier payeur général, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, le président de la communauté de communes du Garnaguès et de la Piège et les maires des communes adhérentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en préfecture pendant une durée de deux mois.

Carcassonne, le 18 février 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0340 portant dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux est dissous à compter du 28 février 2003.

**ARTICLE 2 :**

Les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé sont les suivantes. La totalité de l'actif actuel et à venir (encaissement de subvention en cours) est cédée au syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique des bassins de l'Orbiel et du Trapel, qui prend la nouvelle dénomination de Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel à compter du 28 février 2003. Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel assurera la gestion de l'actif actuel et à venir du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux à compter du 28 février 2003. Le passif du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin de la Clamoux sera supporté par les communes anciennement adhérentes à ce syndicat qui en resteront redevables conformément à la répartition actuelle en fonction des travaux réalisés.

**ARTICLE 3 :**

Selon les dispositions de l'article L 5211-26 du code général des collectivités territoriales, le comité syndical du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux devra se prononcer sur l'adoption de son compte administratif au plus tard le 30 juin 2004. Le syndicat sera donc réputé garder sa personnalité juridique pour ce seul acte.

**ARTICLE 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le trésorier payeur général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique du bassin de la Clamoux, le président du syndicat intercommunal d'aménagement hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel, et les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en préfecture pendant une durée de deux mois.

Carcassonne le 28 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0389 portant modification des statuts du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des Bassins de l'Orbiel et du Trapel et extension de son périmètre**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 97-3148 du 12 décembre 1997 relatif à la modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique des Bassins de l'Orbiel et du Trapel est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 28 février 2003 :

Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des Bassins de l'Orbiel et du Trapel prend le nom de Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel. Ce syndicat regroupe, outre les communes déjà adhérentes, à savoir : ARAGON, BAGNOLES, BOUILHONNAC, CONQUES/ORBIEL, FOURNES-CABARDES, LES ILHES CABARDES, LABASTIDE ESPARBAIRENQUE, LASTOURS, LIMOUSIS, MALVES-en-MINERVOIS, LES MARTYS, MAS CABARDES, ROQUEFERE, SALLELES CABARDES, SALSIGNE, LA TOURETTE CABARDES, TRASSANEL, TREBES, VILLALIER, VILLEDUBERT, VILLEGAILHENC, VILLEGLY, VILLEMOSTAUSOU. Les communes de CABRESPINE, CASTANS, CUXAC-CABARDES, FRAISSE-CABARDES, MIRAVAL CABARDES, PENNAUTIER, PRADELLES-CABARDES, VILLANIERE, VILLARZEL CABARDES, VILLENEUVE-MINERVOIS.

**ARTICLE 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral précité du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel a pour objet l'étude de l'ensemble des bassins versants de la Clamoux, de l'Orbiel et du Trapel, y compris leurs affluents et sous-affluents, la réalisation des travaux d'aménagement et d'entretien prioritairement en vue de lutter contre les inondations. Pour mener à bien cette mission, le syndicat peut créer tout service administratif, technique, financier lié à son objet ainsi que les ressources nécessaires au fonctionnement de ses services. Le syndicat a vocation à rassembler toutes les communes des trois bassins versants de la Clamoux, de l'Orbiel et du Trapel.

**ARTICLE 3 :**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral précité du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : Le syndicat est créé pour une durée illimitée, son siège est fixé à CONQUES sur ORBIEL, rue des Etudes. Il peut être transférable sur décision du comité syndical.

**ARTICLE 4 :**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral précité du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : Les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par le chef de poste de la trésorerie de Carcassonne Agglomération.



**ARTICLE 5 :**

L'article 5 de l'arrêté préfectoral précité du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : Le comité syndical est composé d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant élus par les conseils municipaux des communes membres. Chaque commune dispose d'une voix et est représentée par un délégué titulaire ou un délégué suppléant. La durée du mandat de délégué est celle de son assemblée municipale. En cas de vacance d'un siège, le conseil municipal concerné pourvoit au remplacement dans un délai d'un mois. A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, cette commune est représentée au sein de l'organe délibérant du syndicat par le maire, si elle ne compte qu'un délégué, par le maire et le premier adjoint dans le cas contraire. Le comité syndical exerce toutes les fonctions prévues par les textes en vigueur et en particulier :

- la définition des programmes d'activités annuels
- le vote du budget préparé par le président
- l'examen des comptes rendus d'activités annuels et le vote du compte administratif

**ARTICLE 6 :**

L'article 6 de l'arrêté préfectoral précité du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : Le bureau est composé de 16 membres élus par le comité syndical et comporte :

- un président
- 3 vice-présidents (chacun représentant un bassin versant, Clamoux-Orbiel-Trapel)
- 12 membres

**ARTICLE 7 :**

Le président exécute les décisions du comité syndical et représente le syndicat dans les actes de la vie civile notamment pour ester en justice ; il est responsable de l'administration et nomme le personnel.

**ARTICLE 8 :**

Des commissions thématiques pourront être créées afin d'examiner, avant décision du comité syndical tout sujet entrant dans leurs compétences. En particulier une commission géographique sera mise en place pour chacun des bassins (Clamoux-Orbiel-Trapel). La composition de ces commissions est décidée par le comité syndical. Le président du syndicat est membre de droit des commissions thématiques.

**ARTICLE 9 :**

Les ressources dont dispose le syndicat sont constituées par :

- Les revenus des biens meubles et immeubles
- Le produit des dons et legs
- Le produit des emprunts
- La rémunération des services rendus à des collectivités publiques, des associations ou des particuliers
- Le produit des taxes, redevances et contributions pour les services assurés
- Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, de l'Agence de l'Eau, de l'Union Européenne ou des communes
- La contribution des communes membres du syndicat
- Toute autre ressource

**ARTICLE 10 :**

L'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 décembre 1997 est désormais rédigé ainsi qu'il suit : La participation des communes au programme d'intérêt syndical est fixée selon la clé de répartition budgétaire suivante :

- 70 % sur le potentiel fiscal de l'année n – 2
- 15 % sur la surface communale connue à l'année n – 2
- 15 % sur le nombre d'habitants basé sur les chiffres du dernier recensement INSEE publié au journal officiel

Ces taux sont affectés d'un coefficient correspondant à la proportion du territoire communal situé sur le bassin versant. La clé de répartition est modifiée pour l'exercice budgétaire suivant la publication des données relatives au recensement général de la population et du potentiel fiscal. La superficie prise en compte est celle du cadastre. Chaque commune est libre de demander une participation aux riverains pour les travaux d'entretien ou les travaux spécifiquement demandés par la commune.

**ARTICLE 11 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier payeur général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président du syndicat pour l'aménagement hydraulique Clamoux-Orbiel-Trapel, et les maires des communes adhérentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et affiché en préfecture pendant une durée de deux mois.

Carcassonne, le 28 février 2003

Le Préfet,

Gérard BOUGRIER

---

***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0428 relatif à la dissolution de l'Association Syndicale Autorisée de Défense contre les Incendies du Secteur Oriental de la Montagne Noire à Pradelles-Cabardès***

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'Association Syndicale Autorisée de Défense contre les Incendies du Secteur Oriental de la Montagne Noire à Pradelles-Cabardès est dissoute.

**ARTICLE 2 :**

Le solde financier de l'association sera réparti entre les membres de l'association au prorata de la surface souscrite.

**ARTICLE 3 :**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le trésorier payeur général, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le président de l'association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 28 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0450 relatif à l'adhésion de la commune de SOUILHANELS à la communauté de communes de Castelnaudary et du bassin Lauragais**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le périmètre de la communauté de communes de Castelnaudary et du bassin Lauragais est étendu à la commune de SOUILHANELS.

**ARTICLE 2 :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2001-4147 du 10 décembre 2001 portant transformation du district du Lauragais en communauté de communes est modifié ainsi qu'il suit. Cette communauté de communes regroupe les communes de CASTELNAUDARY, MONTFERRAND, AIROUX, LABASTIDE D'ANJOU, RICAUD, MAS SAINTES PUELLES, VILLENEUVE LA COMPTAL, FENDEILLE, LAURABUC, MIREVAL LAURAGAIS, SAINT-MARTIN LALANDE, LASBORDES et SOUILHANELS.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le trésorier payeur général, le directeur départemental des services fiscaux, le président de la communauté de communes de Castelnaudary et du bassin Lauragais et les maires des communes adhérentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en préfecture pendant une durée de deux mois.

Carcassonne le 28 février 2003  
Le Préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Avis de constitution des Associations Syndicales Libres des lotissements Saint Thomas I et II à Narbonne**

Les acquéreurs des lots situés dans les lotissements St Thomas I et II à Narbonne se sont constitués en Associations Syndicales Libres, conformément aux dispositions de la loi des 21 juin 1865 - 22 décembre 1888 modifiée.

Ces associations dont la durée est illimitée, prennent le nom :

1°) d'Association Syndicale du Lotissement SM Promotion Lotissement St Thomas I

2°) d'Association Syndicale du Lotissement SM Promotion Lotissement St Thomas II

à Narbonne. Elles ont pour objet : L'acquisition, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs ainsi que leur cession éventuelle à une personne morale de droit public.

Carcassonne, le 3 février 2003  
Pour le préfet et par délégation  
Le directeur des relations avec les collectivités territoriales  
André SEPTOURS

---

**Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement « La Baie des Oliviers » à Narbonne (chemin St Hippolyte)**

Les acquéreurs des lots situés dans le lotissement « La Baie des Oliviers » à Narbonne, se sont constitués en Association Syndicale Libre, conformément aux dispositions de la loi des 21 juin 1865 - 22 décembre 1888 modifiée. Cette association dont la durée est illimitée, prend le nom d'Association Syndicale du Lotissement « La Baie des Oliviers ». Elle a pour objet : L'acquisition, la gestion, l'entretien et l'amélioration de la voirie, des installations d'eau, de chauffage, d'éclairage et de distribution d'énergie électrique et télécoms, toutes installations d'intérêt commun.

Carcassonne, le 3 février 2003  
Pour le préfet et par délégation  
Le directeur des relations avec les collectivités territoriales  
André SEPTOURS

---

**Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement « Le Clos des Vignes » à Salles d'Aude**

Les acquéreurs des lots situés dans le lotissement « Le Clos des Vignes » à Salles d'Aude, se sont constitués en Association Syndicale Libre, conformément aux dispositions de la loi des 21 juin 1865 - 22 décembre 1888 modifiée. Cette association dont la durée est illimitée a fixé son siège 11 bis rue du Beryl à Narbonne 11100. Elle a pour objet l'acquisition, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs ainsi que leur cession éventuelle à une personne morale de droit public.

Carcassonne, le 14 février 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur des relations avec les collectivités territoriales,  
André SEPTOURS

**Avis de constitution de l'Association Syndicale Libre du lotissement LA PRADE 1 à ARMISSAN**

Les acquéreurs des lots situés dans le lotissement LA PRADE 1 à ARMISSAN se sont constitués en Association Syndicale Libre, conformément à la loi des 21 juin 1865 – 22 décembre 1888 modifiée. Cette association, dont la durée est illimitée, prend le nom d'Association Syndicale du Lotissement LA PRADE 1 et fixe son siège à ARMISSAN.

Elle a pour objet :

- L'acquisition de la propriété et la prise en charge de la voirie, des espaces verts, des équipements divers et plus généralement de toute partie du lotissement non comprise dans les 16 parcelles destinées à la vente, tels que prévus aux programmes des travaux approuvés.
- L'amélioration, l'entretien à ses frais exclusifs et la gestion de la voirie, des espaces verts, des parkings, des installations d'eau, d'égout (notamment, s'il y a lieu, de la station de relevage) de gaz, d'éclairage public et de distribution d'énergie Basse Tension, du téléphone et toutes installations d'intérêt commun en général sans que la liste ci-dessus soit limitative.

L'association aura la propriété des ouvrages qui seront réalisés dans le but ci-dessus et qui n'auraient pas été remis à la commune ou à des services publics ou concessionnaires.

- L'entretien, la conservation et la surveillance générale du lotissement et de ses règles ou de certains éléments de celui-ci, tels que jardins, clôtures et haies.
- La cession éventuelle au village d'ARMISSAN de l'ensemble de la voirie, des espaces verts, des équipements divers etc. tels que prévus au programme des travaux approuvés ; préalablement à cette cession elle devra, à ses faits exclusifs, procéder aux remises en état exigées par les Services Techniques du village d'ARMISSAN.

Carcassonne, le 17 février 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le directeur des Relations avec Les Collectivités Territoriales,

André SEPTOURS

**BUREAU DU PATRIMOINE ET DE L'URBANISME**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0151 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour y occuper temporairement certains terrains afin de mener à bien les travaux de triangulation, de nivellement, de levé ou de révision des cartes effectués par l'institut géographique national sur le territoire des communes de l'ensemble du département de l'Aude**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Mesdames et messieurs les ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs des travaux géographiques et cartographiques de l'Etat et géomètres chargés des opérations de géodésie, de nivellement, de stéréo préparation, de levé ou de révision des cartes et de l'installation de repères, signaux et bornes, les géomètres privés opérant pour le compte de l'Institut Géographique National et le personnel qui les aide dans ces travaux, sont autorisés à circuler librement sur le territoire de l'ensemble des communes du département de l'Aude, à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées, closes ou non closes, à pratiquer au besoin des coulées dans les parcelles boisées pour effectuer des visées.

**ARTICLE 2 :**

Mesdames et messieurs les maires des communes traversées sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorité aux personnels désignés à l'article ci-dessus. Ils prendront les dispositions nécessaires pour que les ingénieurs et géomètres chargés des travaux puissent, sans perte de temps, consulter les documents cadastraux et accéder à la salle où ils sont déposés. Les brigades de gendarmerie chargées de la surveillance des points géodésiques dans les communes de leur circonscription par circulaire n° 07303 DN/Gend.T du ministre de la défense nationale en date du 22 février 1956, sont également invitées à prêter leur concours aux agents de l'Institut Géographique National en tant que de besoin.

**ARTICLE 3 :**

Conformément aux dispositions de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, l'implantation à titre permanent de certains signaux bornes et repères sur une propriété publique ou privée, ainsi que la désignation d'un édifice en tant que point de triangulation permanent feront l'objet d'une décision du directeur général de l'Institut Géographique National notifiée au propriétaire concerné et instituant une servitude de droit public dans les conditions définies par les articles 3 à 6 de ladite loi.

**ARTICLE 4 :**

En vertu de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1943 susvisée, la destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes et signaux donne lieu à l'application des dispositions de l'article 257 du code pénal et au paiement des dommages et intérêts éventuellement dus à l'Institut Géographique National. Chargés d'assurer la surveillance des bornes, repères, signaux et points de triangulation, les gendarmes de la circonscription dresseront procès-verbaux des infractions constatées et les maires des communes concernées signaleront immédiatement les détériorations à l'Institut Géographique National - service géodésie, nivellement – bureau des servitudes – 2/4, avenue Pasteur – 94165 SAINT MANDE CEDEX.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché aux lieux habituels des mairies de l'ensemble du département de l'Aude, à la diligence des maires qui en dresseront procès-verbal.

**ARTICLE 6 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, mesdames et messieurs les maires des communes du département de l'Aude, et M. le directeur général de l'Institut Géographique National, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 24 janvier 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune de FABREZAN**

Arrêté préfectoral n° 2003-0185 du 24 janvier 2003 – Liste des immeubles déclarés biens présumés vacants et sans maître – Commune de FABREZAN :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Les Pujols	A	110	19 a 86 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune d'ESCOULOUBRE**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0192 du 28 janvier 2003 sont déclarés biens présumés vacants et sans maître les immeubles situés sur la commune d'ESCOULOUBRE et désignés ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Font de la Goutine	A	357	7 a 00 ca
Font de la Goutine	A	358	5 a 80 ca
Font de la Goutine	A	359	56 a 20 ca
Font de la Goutine	A	362	16 a 45 ca
Font de la Goutine	A	365	19 a 30 ca
Le Rabassa	A	439	22 a 00 ca
Le Rabassa	A	440 (lot A0001)	9 a 75 ca
Le Rabassa	A	441 (lot A 0001)	14 a 53 ca
Le Rabassa	A	447	30 a 60 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune de LA PALME**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0279 du 5 février 2003 est déclaré bien présumé vacant et sans maître l'immeuble situé sur la commune de LA PALME et désigné ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Las Tres Jassetos	A	672	20 a 30 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune de SAINT MARTIN LALANDE**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0280 du 5 février 2003 sont déclarés biens présumés vacants et sans maître les immeubles situés sur la commune de SAINT MARTIN LALANDE et désignés ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Les Communaux	ZH	80	13 a 68 ca
Les Communaux	ZH	83	1 a 80 ca
Las Brougues	C	710	18 a 40 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune de MIRAVAL-CABARDÈS**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0281 du 5 février 2003 sont déclarés biens présumés vacants et sans maître les immeubles situés sur la commune de MIRAVAL-CABARDÈS et désignés ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
« La Coste »	C	29	1 a 08 ca
« La Coste »	C	31	53 ca
"La Coste" – Lot A0001 (bien non délimité à prendre sur une superficie de 65 ca)	C	44	50 ca
« La Coste »	C	45	84 ca
« La Coste » - Lot A001 (bien non délimité à prendre sur une superficie de 1 a 34 ca)	C	64	30 ca
« La Coste » (bien non délimité à prendre sur une superficie de 50 ca)	C	66	13 ca
« La Coste »	C	67	50 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune de PEXIORA**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0395 en date du 20 février 2003 sont attribués à l'Etat (administration des domaines) les immeubles présumés vacants et sans maître sis sur le territoire de la commune de PEXIORA et désignés ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Les Boulbenes-Basses	ZN	15	23 a 20 ca

**Biens présumés vacants et sans maître - Commune d'ARAGON**

Par arrêté préfectoral n° 2003-0396 du 20 février 2003 sont attribués à l'Etat (administration des domaines) les immeubles présumés vacants et sans maître sis sur le territoire de la commune d'ARAGON et désignés ci-dessous :

LIEU-DIT	SECTION	NUMERO	CONTENANCE
Clapiers rouges	B	78	1 ha 43 a 85 ca
Plaine de Valouvière-est	B	156	90 a 90 ca
Plaine de Valouvière-est	B	163	28 a 14 ca
Plaine de Valouvière-est	B	174	19 a 35 ca
Font en Gui Sud	C	184	62 a 96 ca
Font en Gui Est	A	368 p	10 a 85 ca

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**Installations classées pour la protection de l'environnement – Prescriptions générales – Elevages porcins en plein air, lorsque le nombre d'animaux est compris entre 50 et 450 animaux équivalents**

L'arrêté de M. le préfet de l'Aude n° 2003-0073 en date du 28 janvier 2003 fixe les prescriptions applicables aux élevages porcins en plein air, lorsque le nombre d'animaux est compris entre 50 et 450 animaux équivalents. Une copie intégrale de cet arrêté est tenue à la disposition du public à la sous-préfecture de Narbonne ainsi qu'à la préfecture de l'Aude - Direction des relations avec les collectivités territoriales - BUREN.

**Installations classées pour la protection de l'environnement – Procédure de déconsignation – M. DASSE à PUIVERT**

L'arrêté préfectoral n° 2003-0188 en date du 27 janvier 2003, donne acte à M. Alain DASSE domicilié 7, chemin de la Rocateillo à 11500 NEBIAS de sa déclaration d'abandon des travaux d'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de PUIVERT. L'obligation de constitution d'une garantie financière est levée. La procédure de consignation est et demeure abrogée. Cet arrêté peut être consulté dans son intégralité à la sous-préfecture de LIMOUX et à la mairie de PUIVERT. Il est en outre mis à la disposition des personnes qui voudraient en prendre connaissance à la préfecture de l'Aude - Direction des relations avec les collectivités territoriales – BUREN.

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0263 portant changement de permissionnaire pour l'exploitation de l'usine hydroélectrique du barrage de Beauvoir sur les communes de Barbaira et Capendu**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Sous réserve des dispositions des arrêtés préfectoraux du 24 juillet 1985, du 7 mai 1987 et du 24 mai 1989, le bénéfice de l'autorisation d'exploiter l'usine hydraulique du barrage de Beauvoir sur les communes de Barbaira et Capendu accordée à la société Hydroélectrique du Barrage de Beauvoir par l'arrêté préfectoral du 24 mai 1989 est transférée à la SARL HYDROPAUL ayant son siège 19, rue des Magnolias - 31830 PLAISANCE DU TOUCH et représentée par Monsieur Thierry PAULIN. En conséquence, l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1985 modifié portant autorisation d'exploiter l'usine hydraulique du Barrage de Beauvoir et portant règlement d'eau est modifié comme suit : « La SARL HYDROPAUL est autorisée, dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie du fleuve Aude, code hydrologique 180, pour la mise en jeu d'une usine située sur le territoire des communes de BARBAIRA et CAPENDU ». Les autres dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 24 juillet 1985 modifié restent inchangées.

**ARTICLE 2 :**

Les autres articles des arrêtés préfectoraux du 24 juillet 1985 et du 24 mai 1987 restent inchangés.

**ARTICLE 3 :**

**PUBLICATION ET EXECUTION :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental de l'équipement, le directeur des services fiscaux et les maires de Barbaira et Capendu, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Carcassonne, le 31 janvier 2003  
Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

**Installations classées pour la protection de l'environnement – Avis d'autorisation – Elevage de volailles de chair à GENERVILLE**

Par arrêté n° 2003-0354 de M. le préfet de l'Aude en date du 17 février 2003, Mme Bernadette VAN ACCOLEYER est autorisée à exploiter un élevage de volailles de chair au lieu-dit « Le Haut Bois » sur le territoire de la commune de GENERVILLE. Une copie intégrale de cet arrêté est tenue à la disposition du public à la mairie de GENERVILLE, ainsi qu'à la préfecture de l'Aude - Direction des relations avec les collectivités territoriales - BUREN.

**Installations classées pour la protection de l'environnement - Avis d'autorisation Huilerie BIO-PLANETE à BRAM**

Par arrêté n° 2002-0427 de M. le préfet de l'Aude en date du 25 février 2003, la Société BIO-PLANETE dont le siège social est situé route de Limoux 11150 BRAM, est autorisée à exploiter une huilerie industrielle sur le territoire de la commune de BRAM. L'enquête publique relative à cette installation s'est déroulée du 7 octobre 2002 au 6 novembre 2002 inclus dans les communes de BRAM, MONTREAL et VILLESISCLE. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur, M. VIE, ainsi qu'une copie intégrale de l'arrêté d'autorisation sont tenues à la disposition du public en mairie de BRAM, ainsi qu'à la préfecture de l'Aude - Direction des relations avec les collectivités territoriales BUREN.

**DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
**BUREAU DE LA POLICE ADMINISTRATIVE**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n°2003-0130 portant agrément technique d'un dépôt permanent d'explosifs et d'un dépôt permanent de détonateurs exploités par la Société Spéléologique du Plantaurel – Ste Colombe sur l'Hers**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'agrément technique d'exploiter :

- un dépôt permanent d'explosifs de :
  - 5 kg de dynamite
  - 5 kg d'explosifs nitrés
  - 250 m de cordeau détonant
- un dépôt permanent de détonateurs de 200 détonateurs

sur le territoire de la commune de STE COLOMBE SUR L'HERS, est accordé à la société spéléologique du Plantaurel, sous les conditions fixées par les décrets et arrêtés susvisés et sous les conditions énoncées aux articles suivants. Cet agrément technique est accordé sous réserve de l'obtention par son titulaire ou son représentant, si le titulaire est une personne, de l'autorisation individuelle prévue à l'article 22 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 susvisé.

**ARTICLE 2 :**

**LOCALISATION DES DEPOTS :** Les dépôts d'explosifs et de détonateurs seront situés 5 Hameau de Campouillerie à 11230 STE COLOMBE SUR L'HERS, sur la parcelle n° 432 de la section C du plan cadastral de cette commune.

**ARTICLE 3 :**

**CONSTITUTION DES DEPOTS :** Le dépôt d'explosifs sera de type superficiel. Il sera constitué par un coffre métallique (0,40 x 0,40 x 1,10 m) scellé à un mur en pierre, fermé par une double porte munie d'un cadenas de sûreté et placé dans un abri en maçonnerie. Le dépôt sera équipé de systèmes d'alarme agréés sonores commandés au niveau des portes du dépôt et de l'abri. Ce système sera audible sur la voie publique ou devra émettre son signal dans le local de l'agent chargé de la surveillance du dépôt. Les portes du dépôt et de l'abri seront exclusivement ouvertes pour le service du dépôt. Le dépôt de détonateurs sera constitué par un coffre métallique scellé au mur d'une pièce située au rez-de-chaussée de la maison d'habitation de M. GRAMONT Eric, 5 Hameau de Campouillerie à 11230 STE COLOMBE SUR L'HERS, muni d'une serrure de sûreté et équipé de systèmes d'alarme sonores agréés.

**ARTICLE 4 :**

**SURVEILLANCE DES DEPOTS :** La surveillance générale des dépôts est assurée par le titulaire de l'autorisation ou son représentant si le titulaire est une personne morale. La surveillance directe et permanente des dépôts est assurée par un (ou des) agent (s) spécialement chargé (s) de cette garde qui doit (doivent) avoir reçu l'avertissement prévu par l'article 3 de la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 précitée dans les conditions précisées par le décret n° 80-1022 du 15 décembre 1980. La garde doit être permanente de jour comme de nuit lorsque les dépôts contiennent des substances explosives. Le titulaire de l'autorisation porte à la connaissance de M. le préfet du département et des services de gendarmerie compétents, l'identité des personnes qu'il aura chargé de la garde directe et permanente des dépôts. Les services de gendarmerie sont chargés de veiller à l'application de ces dispositions dont l'inobservation pourra entraîner le retrait de l'autorisation.

**ARTICLE 5 :**

**CERTIFICAT DE CONSTRUCTION :** Dans un délai maximum de trois mois après la notification du présent arrêté, M. le président de la Société Spéléologique du Plantaurel devra se faire délivrer par le maire de STE COLOMBE SUR L'HERS, un certificat attestant que le dépôt est conforme au présent arrêté. Le certificat d'acquisition prévu par l'article 4 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 sera limité strictement à la capacité du dépôt (cf. annexe 1).

**ARTICLE 6 :**

**CONDITIONS D'EXPLOITATION :** En particulier, il est interdit d'introduire dans le dépôt d'explosifs des matières inflammables ou susceptibles de produire des étincelles, spécialement des détonateurs, des amorces et des allumettes. L'emploi des lampes à feu nu est prohibé et il est interdit de laisser des herbes sèches ou d'emmagasiner des matières facilement inflammables dans un rayon de 10 mètres. Les dépôts ne possédant pas de bouche d'eau sous pression pourvue de dispositifs nécessaires pour combattre un commencement d'incendie, le permissionnaire devra tenir en réserve et à proximité des dépôts des approvisionnements d'eau et de sable ou de toute autre substance permettant d'éteindre facilement un commencement d'incendie. La manutention des caisses ou sacs d'explosifs, la manipulation et la distribution des explosifs ne devront être confiées qu'à des hommes expérimentés, choisis ou nominativement désignés par le préposé responsable du dépôt. Ces opérations auront lieu conformément à une consigne de l'exploitant qui devra être affichée à l'intérieur du dépôt. La pièce contenant les détonateurs ne contiendra ni explosifs, ni feu nu, ni matière facilement inflammable.

**ARTICLE 7 :**

**REGISTRE D'EXPLOITATION DES DEPOTS :** L'exploitant devra tenir à jour et disponible à toute réquisition un registre sur lequel figureront, par nature de substances explosives, les quantités de ces substances entrées, sorties et stockées. En outre seront indiquées les dates des mouvements de substances explosives, leur provenance et leur usage avec mention du nom des personnes auxquelles elles ont été remises.

**ARTICLE 8 :**

**MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION :** Toute modification envisagée en ce qui concerne l'aménagement de l'installation ou ses conditions d'exploitation, de nature à entraîner des dangers nouveaux pour la sécurité publique, devra faire l'objet d'une déclaration au préfet en application de l'article 20 du décret n° 90-153 du 16 février 1990.

**ARTICLE 9 :**

**ACCIDENT - VOL – INCIDENT :** Tout accident, vol, incident mettant en cause les conditions d'établissement, d'exploitation et de surveillance des dépôts devra être immédiatement porté à la connaissance des services de gendarmerie.

**ARTICLE 10 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :**

L'arrêté préfectoral n° 93-1201 en date du 19 juillet 1993 est abrogé.

**ARTICLE 12 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le sous-préfet de Limoux, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon, le lieutenant colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude, le maire de Ste Colombe sur l'Hers sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et dont une ampliation est notifiée à la Société Spéléologique du Plantaurel et au directeur des services fiscaux de l'Aude, à l'inspecteur technique de l'Armement pour les poudres et explosifs, Caserne Sully - 92111 Saint Cloud , au directeur régional des douanes - BP 1069 - Moulin à Vent - 66010 Perpignan, au délégué militaire départemental à Carcassonne.

Carcassonne, le 6 février 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0215 portant autorisation de fonctionnement d'une Société de Surveillance et Gardiennage – Entreprise Delta Sécurité à Laurabuc**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'entreprise Delta Sécurité - Le Segala Nord - 11400 Laurabuc, exploitée par M. PERRIN Eric, est autorisée à exercer ses activités de surveillance et gardiennage à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2. :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 29 janvier 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation et de libertés publiques,  
Alain VISSIERES

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0236 autorisant le fonctionnement d'une société de surveillance et de gardiennage – Entreprise « Alpha Oméga Sécurité » à Limoux**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

L'entreprise « Alpha Oméga Sécurité » - 14, rue de la Gare à Limoux (11300) exploitée par M. MONGONGE Fataki est autorisée à exercer ses activités de surveillance et gardiennage à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2. :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 31 janvier 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation et de libertés publiques,  
Alain VISSIERES

**Habilitations dans le domaine funéraire**

N° d'arrêté	Commune	Titulaire	Activités (Cf nomenclature Page)	N° d'habilitation et validité
03-0397	PRADELLES CABARDES	VIALATTE Alain Entreprise VIALATTE	C, E, M	<b>03.11.190</b> Valable 6 ans du 18/02/03
03-0398	NARBONNE	Mairie	F	<b>03.11.192</b> Valable 6 ans du 18/02/03

**BUREAU DES USAGERS DE LA ROUTE**

**Arrêté préfectoral modificatif n° 2002-0856 fixant la composition de la Commission Départementale des Taxis et Voitures de Petite Remise**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2001-3319 du 15 octobre 2001 est modifié comme suit :

◆ Groupement des Transporteurs Routiers de l'Aude

- **M. Robert CAPDEVILLE** (Rue Louis Soula - 11200 LEZIGNAN CORBIERES)
- **M. André VIDAL** (Rue de l'Eglise - 11270 FANJEUX)

remplacent respectivement : M. Patrick SAUTIER, titulaire et M. Yves RESPLANDY, suppléant.

**ARTICLE 2 :**

La durée des mandats des membres de la commission est fixée à trois ans à compter de la date du 4 novembre 1999 de l'arrêté préfectoral n° 99-3612.

**ARTICLE 3 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 14 février 2002  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture  
Henri JEAN

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2002-5025 relatif aux modalités d'organisation des épreuves de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

Le préfet des Pyrénées-Orientales  
Chevalier de la Légion d'Honneur

A R R Ê T E N T :

**ARTICLE 1 :**

La délivrance du certificat de capacité professionnelle mentionné au 1° de l'article 2 de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 susvisée est subordonnée à la réussite par le candidat à un examen comprenant deux parties -nationale et départementale- validées séparément, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 95-935 du 17 août 1995 susvisé. La partie nationale est une épreuve d'admissibilité, la partie départementale est une épreuve d'admission. Pour prendre part à la partie départementale de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi les candidats doivent au préalable soit avoir été déclarés admis au bénéfice de la partie nationale de cet examen depuis moins de trois ans à la date de début de la session, soit être titulaires d'un certificat de capacité professionnelle obtenu dans un autre département ou d'une carte professionnelle de conducteur de taxi délivrée après le 15 décembre 1995, soit être dispensés de la partie nationale en application de l'article 5 du décret du 17 août 1995 susvisé.

**ARTICLE 2 :**

Toute personne désirant se présenter aux épreuves de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi doit adresser au préfet du département dans lequel elle souhaite passer l'examen une demande d'inscription à laquelle sont jointes les pièces suivantes:

- ⇒ une photocopie de son permis de conduire, catégorie B, délivré depuis plus de deux ans à la date du dépôt du dossier.
- ⇒ une photocopie d'un diplôme de secourisme. Il s'agira au minimum d'une attestation de formation aux premiers secours ou d'une attestation de formation continue aux premiers secours délivrées l'une ou l'autre depuis moins de deux ans à la date de dépôt du dossier. L'attestation de formation aux premiers secours peut être fournie au plus tard un mois avant la date du début de cette session. Le candidat doit toutefois fournir la preuve de son inscription à la préparation du diplôme.

Sont dispensés de l'attestation de formation aux premiers secours :

- les détenteurs de diplômes d'Etat suivants : médecin, chirurgien dentiste, pharmacien, kinésithérapeute, vétérinaire, sage femme, infirmier et infirmière
- les détenteurs d'attestations, de certificats ou de brevets suivants :



- attestation de formation aux premiers secours avec matériels
  - attestation de formation aux premiers secours sur la route
  - certificat de formation aux premiers secours en équipe
  - certificat de formation aux premiers secours routiers
  - certificat de sauveteur secouriste du travail
  - certificat de sauveteur secouriste du travail en agriculture
  - brevet national de moniteur de premiers secours
  - brevet national d'instructeur de secourisme
- ⇒ un certificat médical de moins de 2 ans délivré dans les conditions définies à l'article R.221-10 et R.221-11 du code de la route mentionnant une aptitude pour le groupe lourd du permis de conduire.
- ⇒ une photocopie du livret de famille.
- ⇒ si la personne n'est pas ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, un titre de séjour l'autorisant à exercer une activité professionnelle en France.

La demande d'inscription énumère, en tant que de besoin les pièces complémentaires nécessaires à la constitution du dossier. Le candidat dispensé de la partie nationale de l'examen doit fournir les documents justifiant la dispense.

#### **ARTICLE 3 :**

Les candidats ayant fait l'objet, le cas échéant, d'une des condamnations visées à l'article 6 du décret du 17 août 1995 pourront se présenter à l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi mais ne pourront, en cas de réussite à l'examen, se voir attribuer la carte professionnelle nécessaire à l'exercice de la profession de conducteur de taxi et ce tant que les peines seront mentionnées au bulletin n° 2 de leur casier judiciaire. Liste des peines visées à l'article 6 du décret du 17 août 1995 :

- délits définis aux articles L 1er, L 2, L 4, L 9, L 12 ou L 19 du code de la route
- ou d'une condamnation à une peine d'au moins 6 mois ferme d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, infraction à la législation en matière de stupéfiants
- ou pour atteinte volontaire à l'intégrité de la personne.

#### **ARTICLE 4 :**

Les dossiers d'inscription complets doivent parvenir en préfecture au plus tard deux mois avant la date de début de la session d'examen à laquelle le candidat désire prendre part. Le préfet accuse réception du dépôt de candidature dans les conditions fixées par l'article 19 de la loi du 12 avril 2000 susvisée. Il informe les candidats qui ne remplissent pas les conditions pour présenter l'examen du rejet de leur demande. Il informe les autres candidats au moins trois semaines à l'avance de la date et du lieu de l'examen.

#### **ARTICLE 5 :**

Tout candidat doit s'acquitter du montant du droit d'examen exigé pour l'inscription aux épreuves du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi. Ce montant est réduit de moitié lorsque le candidat ne s'inscrit qu'à une seule partie de l'examen. Lors de l'inscription, le candidat doit préciser s'il entend se présenter à la partie nationale, à la partie départementale ou aux deux parties de l'examen. Le candidat qui présente la partie nationale de l'examen dans un département et la partie départementale dans un autre département peut s'inscrire simultanément dans les préfectures concernées.

#### **ARTICLE 6 :**

La partie nationale de l'examen se compose des cinq épreuves suivantes :

1. L'épreuve de connaissance de la langue française (notée sur 10) consiste à rétablir le libellé d'un texte comportant des omissions et des impropriétés, dont le niveau correspond au programme de français de l'entrée au collège. Chaque faute ou omission entraîne le retrait d'un point.
2. L'épreuve de connaissance de la réglementation nationale de la profession (notée sur 30) dont le programme est défini en annexe I, se compose d'un questionnaire à choix multiples comprenant dix questions notées sur deux points ainsi que cinq questions ouvertes notées sur deux points appelant une réponse brève (cinq lignes maximum) portant sur les aspects réglementaires nationaux concernant le taxi et les autres catégories de véhicules de transport de moins de dix personnes.
3. L'épreuve de gestion (notée sur 20) dont le programme est défini à l'annexe II, comporte un questionnaire à choix multiples comprenant quinze questions ainsi que cinq questions ouvertes appelant une réponse brève (cinq lignes maximum) et demandant éventuellement des calculs simples. Ces vingt questions sont notées chacune sur un point.
4. L'épreuve de code de la route (notée sur 30) dont le programme est défini à l'annexe III, consiste en un questionnaire à choix multiples comprenant quinze questions portant sur la connaissance des règlements relatifs à la circulation, la conduite à tenir en cas d'accident et le contrôle technique du véhicule. Ces quinze questions sont notées chacune sur deux points.
5. L'épreuve de sécurité du conducteur (notée sur 10) dont le programme est défini à l'annexe IV, consiste en un questionnaire à choix multiples comprenant cinq questions notées chacune sur deux points.

Les copies de la partie nationale de l'examen sont soumises à la délibération du jury.

Toute note inférieure à 10 aux deuxième et quatrième épreuves, à 6 à la troisième, à 2 à la cinquième épreuve est éliminatoire. Pour être déclaré admis au bénéfice de la partie nationale de l'examen, le candidat doit avoir obtenu un minimum de 50 points sur 100 sans note éliminatoire.

#### **ARTICLE 7 :**

L'organisation **de la première partie** (ou partie nationale) est commune aux départements de l'Aude et des Pyrénées Orientales. L'organisation **de la deuxième partie** (ou partie départementale) reste de la compétence de chaque préfecture pour son département.

#### **Organisation interdépartementale de la première partie de l'examen**

Les modalités de l'organisation interdépartementale de la première partie de l'examen sont contenues dans le procès verbal de la réunion de travail du 7 novembre 2002 qui prévoit notamment :

- Chaque préfecture convoque ses propres candidats avec information réciproque.
- Lieu commun d'examen pour la première partie.
- Jury commun aux deux départements pour la première partie.
- Sujets de la première partie de l'examen communs aux deux départements.
- Le modèle de dossier d'inscription à l'examen est commun aux deux départements.
- Le dépôt du dossier d'inscription dans un centre d'examen implique l'inscription dans ce centre.
- Dans le cas de l'inscription à une partie de l'examen dans un département (Aude ou Pyrénées Orientales) et de l'inscription à l'autre partie dans l'autre département (Aude ou Pyrénées Orientales) le candidat doit déposer, dans les délais impartis, dans chaque préfecture respective un dossier d'inscription pour la partie de l'examen considérée.
- Les dates des épreuves de l'examen sont fixées communément.

#### **ARTICLE 8 :**

La partie départementale de l'examen se compose de deux épreuves, chacune notée sur 20. La deuxième épreuve dure environ trente minutes.

1. L'épreuve de topographie, géographie et s'il y a lieu, de réglementation locale (arrêtés préfectoraux: relatifs à l'exploitation et à la conduite des taxis) permet de vérifier les connaissances du candidat en matière de géographie et de réglementation locale, sa capacité à utiliser des cartes et indicateurs de rues, à établir des itinéraires entre des lieux de départ et d'arrivée et à appliquer le tarif réglementaire. L'épreuve peut comporter plusieurs exercices consistant à compléter des cartes muettes. Le programme et le contenu de l'épreuve de topographie, géographie et réglementation locale sont définis à l'annexe V.
2. L'épreuve de conduite sur route (durée de 30 minutes environ) consiste en la vérification de l'aptitude à la conduite du candidat et de sa capacité à effectuer une course de taxi à bord d'un véhicule doté de tous les équipements prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 août 1995 susvisé, dans des conditions conformes aux réglementations en vigueur et muni de dispositifs de double commande. Le jour de l'examen, le candidat doit disposer d'un véhicule doté de ces équipements. La destination demandée est tirée au sort par le candidat dans une liste de rues et de monuments. Un entretien oral, destiné à vérifier la capacité du candidat à converser avec ses clients, interviendra à l'issue de l'épreuve de conduite dans le véhicule à l'arrêt. L'échec à cet entretien sera sanctionné par un 0 à la rubrique « Comportement ».

Toute note inférieure à 8 à l'une des épreuves de la partie départementale est éliminatoire. Pour être admis au bénéfice de la partie départementale de l'examen, le candidat doit avoir obtenu un minimum de 20 points sur 40 sans note éliminatoire.

#### **ARTICLE 9 :**

Un jury, présidé par le préfet ou son représentant, dont la composition est fixée par arrêté préfectoral, choisit les sujets proposés aux différentes épreuves et, pour chaque partie de l'examen, arrête la liste des candidats admis à se présenter et celle des reçus. Le jury est assisté pour l'organisation et la correction des épreuves par une commission d'examen dont la composition est fixée également par arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 10 :**

Il ne sera admis dans les salles d'examen, outre les candidats convoqués à l'examen et éventuellement les examinateurs, que le personnel des services préfectoraux chargés de la surveillance des candidats.

#### **ARTICLE 11 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 12 décembre 2002

Le préfet des Pyrénées-Orientales,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire de la préfecture,  
Didier MARTIN

Le préfet de l'Aude,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire de la préfecture,  
Henri JEAN

*Le programme de l'Examen du Certificat de Capacité Professionnelle de Conducteur de Taxi peut être consulté au Bureau des Usagers de la Route des préfectures de l'Aude et des Pyrénées-Orientales.*

---

#### **Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0044 relatif aux tarifs de transport de personnes par taxi**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

#### **A R R Ê T E :**

#### **ARTICLE 1 :**

Sont admis aux dispositions du présent arrêté les taxis tels qu'ils sont définis dans les décrets des 2 mars 1973, 13 mars 1978, 17 août 1995 et les arrêtés des 21 août 1980 et 18 juillet 2001.

Ceux-ci sont obligatoirement pourvus des signes distinctifs suivants :

- un compteur horokilométrique, dit taximètre, approuvé par le service chargé de la métrologie, installé dans le véhicule de telle sorte que le prix à payer et les positions de fonctionnement puissent être lus facilement de sa place par l'usager,
- un dispositif répétiteur lumineux, et son translucide aux couleurs réglementées, situé sur la partie avant du toit du taxi, approuvé par le service chargé de la métrologie, et portant la mention TAXI.
- l'indication, sous forme d'une plaque scellée au véhicule visible de l'extérieur, de la commune ou de l'ensemble des communes de rattachement, ainsi que le(s) numéro(s) de l'autorisation de stationnement.

## ARTICLE 2 :

Les tarifs de transport de personnes par taxi sont fixés comme suit, dans le département de l'Aude, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, toutes taxes comprises :

- prise en charge.....2.33 €
- tarif horaire, attente ou marche lente.....10.60 € (*soit une chute de 0.10 € toutes les 34 secondes*)

### TARIF KILOMÉTRIQUE

Période d'application	Caractéristique du Transport	Lampe extérieure allumée	Tarif kilométrique	Distance parcourue pour une chute de 0.1 €
Jour	Retour en charge à la station	A - blanche	0.63 €	158.73 m
Nuits, dimanches et jours fériés	Retour en charge à la station	B - orange	0.94 €	106.38 m
Jour	Retour à vide à la station	C - Bleu	1.26 €	79.37 m
Nuits, dimanches et jours fériés	Retour à vide à la station	D - verte	1.88 €	53.19 m

## ARTICLE 3 :

Toutefois, pour les courses de petite distance, le montant de la prise en charge peut être augmenté dans la limite de 4.9 euros, à condition que le montant total de la course, suppléments inclus, ne dépasse pas 5 euros.

## ARTICLE 4 :

Les tarifs B et D doivent être appliqués de la manière suivante :

- jours de semaine..... à partir de 19 h jusqu'à 7 h
- dimanches et jours fériés.....de 0 h à 24 h.

## ARTICLE 5 :

Suppléments pour transport de bagages :

- bagages à mains transportés à l'intérieur du véhicule..... GRATUIT
- valises ou autres bagages placés dans le coffre..... 0.34 € .
- colis lourds ou encombrants placés dans le coffre ou sur une galerie..... 0.48 €

## ARTICLE 6 :

Un supplément de 1.36 € pourra être perçu pour le transport d'une quatrième personne adulte.

## ARTICLE 7 :

Un supplément pour transport d'animaux d'un montant de 0.79 € pourra être facturé.

## ARTICLE 8 :

Publicité des prix : En application des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 décembre 1987 modifié relatif à l'information du consommateur sur les prix, les tarifs et conditions générales résultant du présent arrêté doivent être affichés de façon parfaitement visible de toutes les places à l'intérieur du véhicule. Les indications données par le compteur doivent correspondre au tarif fixé par le présent arrêté et être visibles dans les mêmes conditions. Une information par voie d'affichette apposée dans les véhicules devra reprendre la formule suivante : « *Quel que soit le montant inscrit au compteur la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 5 €* ».

## ARTICLE 9 :

En application des dispositions de l'arrêté ministériel n° 83-50 A modifié du 3 octobre 1983 relatif à la publicité des prix de tous les services, le paiement de toute somme égale ou supérieure à 15.24 € toutes taxes comprises doit donner lieu à la délivrance d'une note comportant obligatoirement :

- le nom, le numéro du taxi ou le numéro d'immatriculation, la date, les points de départ et d'arrivée, l'heure du départ et le décompte détaillé des prestations fournies. Cette note sera établie en double exemplaire. L'original sera remis au client, le double devra être conservé par l'exploitant pendant une durée de deux ans et classé par ordre de rédaction,
- une note comportant les mêmes indications devra être remise à tout client qui en ferait la demande expresse si la somme à payer est inférieure à 15.24 € toutes taxes comprises.

## ARTICLE 10 :

Le conducteur de taxi doit mettre le taximètre en position de fonctionnement dès le début de la course et signaler, le cas échéant, au client tout changement de tarif intervenant pendant la course. En tout état de cause, mis à part des suppléments éventuels prévus aux articles 5, 6 et 7 le client ne doit payer que la somme figurant au compteur, à l'exception du cas prévu à l'article 3.

## ARTICLE 11 :

Les taximètres sont soumis aux vérifications prévues par le décret n° 78-363 du 13 mars 1978. Lorsque la transformation des taximètres résultant de l'application du présent arrêté sera réalisée, la lettre S de couleur verte sera apposée sur le cadran du taximètre.

## ARTICLE 12 :

L'arrêté préfectoral n° 2001-3568 du 9 novembre 2001 est abrogé.

## ARTICLE 13 :

Un délai de deux mois, à compter de la signature du présent arrêté, est laissé aux chauffeurs pour modifier leurs compteurs. Avant la modification du compteur une hausse maximale de 2.2 % pourra être appliquée au montant de la course affiché en utilisant un tableau de concordance mis à la disposition de la clientèle.

## ARTICLE 14 :

MM. Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, les sous-préfets de Narbonne et Limoux, le directeur départemental de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 7 janvier 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0337 relatif à l'exploitation d'une voiture dite « de petite remise »**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

L'autorisation n° 11-62 délivrée à Mme Monique SAEZ-TORRES épouse ROSE le 28 juillet 1978 pour exploiter une voiture de petite remise sur la commune de Carcassonne (11000) est retirée.

**ARTICLE 2 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le maire de Carcassonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 12 février 2003  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation et de libertés publiques,  
Alain VISSIERES

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0338 relatif à l'exploitation d'une voiture dite « de petite remise »**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

M. Michel ROSE est autorisé à exploiter, sous le n° 11-148, une voiture dite « de petite remise » sur la commune de Carcassonne (11000).

**ARTICLE 2 :**

L'autorisation d'exploitation de voiture de petite remise est personnelle; elle ne peut être ni prêtée ni louée. L'autorisation est incessible. Elle ne permet ni de stationner, ni circuler sur la voie publique en quête de clients, ni porter de signe distinctif de caractère commercial, concernant l'activité de petite remise, visible de l'extérieur.

**ARTICLE 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de Carcassonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 13 février 2002  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation et de libertés publiques,  
Alain VISSIERES

---

**SERVICE DES MOYENS ET DE LA LOGISTIQUE  
BUREAU DU COURRIER ET DE LA DOCUMENTATION**

**Erratum au recueil des actes administratifs – Numéro spécial – Délégations de signature - Janvier 2003 publié le 31 janvier 2003**

**A la page 6 – ARTICLE 3 :** (arrêté préfectoral n° 2003-071 donnant délégation de signature à M. Aimé BERGERON, directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon) :

**Remplacer :** « M. Gilbert GUILLAUME »

**Par :** « M. Dominique BRICHE »

---

**Arrêté préfectoral n° 2003-0520 donnant délégation de signature à M. Alain VISSIÈRES, directeur de la réglementation et des libertés publiques et aux chefs de bureau de sa direction**

Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII modifiée concernant la division du territoire de la République et l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 modifié relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans le département ;  
VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 79-1037 -article 16- du 3 décembre 1979 concernant l'élimination de documents périmés ;  
VU le décret du 6 janvier 2000 portant nomination de M. Gérard BOUGRIER en qualité de préfet de l'Aude ;  
VU l'arrêté du ministère de l'intérieur en date du 23 octobre 1997 portant mutation de Monsieur Alain VISSIÈRES à la préfecture de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-0340 du 1<sup>er</sup> mars 2001 fixant l'organigramme et les attributions des services de la préfecture de l'Aude ;  
SUR proposition du secrétaire général ;

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Délégation permanente de signature est donnée à M. Alain VISSIÈRES, directeur de la réglementation et des libertés publiques, pour les matières relevant du ministère de l'intérieur ou des ministères qui ne disposent pas de services dans le département et se rattachant aux attributions visées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2001-0340 susvisé. De plus, conformément aux directives de l'article 16 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, le directeur de la réglementation et des libertés publiques est autorisé à signer le bordereau d'élimination de documents périmés après transmission de la liste de ces derniers pour visa, à la direction des archives départementales. Demeurent réservés à la signature de l'autorité préfectorale :

1°) Les arrêtés préfectoraux réglementaires.  
2°) Les arrêtés préfectoraux individuels à l'exception des arrêtés relatifs :

2.1 - Elections et affaires générales

rubrique 3	service national
rubrique 4	associations

2.2 - Police administrative

rubrique 1	professions réglementées
rubrique 3	armes et munitions
rubrique 4	explosifs
rubrique 5	travaux, manifestations en infrastructures aériennes
rubrique 6	police des jeux
rubrique 7	permis de chasser
rubrique 8	sépultures
rubrique 9	affaires judiciaires
rubrique 10	libertés individuelles
rubrique 11	agréments
rubrique 12	réglementations diverses

2.3 - Etrangers et état civil

rubrique 1	police des étrangers
rubrique 2	nationalité française
rubrique 3	état civil

2.4 - Circulation et sécurité routières

rubrique 1	permis de conduire
rubrique 2	cartes grises
rubrique 3	divers

3°) Le courrier ministériel à l'exception de la transmission de statistiques ou de renseignements sur des dossiers individuels.

4°) Toutes correspondances adressées :

- aux parlementaires,
- au président du conseil général,
- aux conseillers généraux.

5°) Le courrier adressé aux maires et présidents d'établissements publics locaux lorsqu'il constitue en soi une décision ou une instruction générale.

6°) Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain VISSIÈRES, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée par :

- Mme Martine CARLIER-MERLO pour le paragraphe 2-1 élections et affaires générales

rubrique 3	service national
rubrique 4	associations

- Melle Marie-Claire BARTHE pour le paragraphe 2-2 police administrative

rubrique 1	professions réglementées
rubrique 3	armes et munitions
rubrique 4	explosifs
rubrique 5	travaux, manifestations en infrastructures aériennes
rubrique 6	police des jeux
rubrique 7	permis de chasser
rubrique 8	sépultures
rubrique 9	affaires judiciaires
rubrique 10	libertés individuelles
rubrique 11	agréments
rubrique 12	réglementations diverses

- Melle Antoinette MAZZEO pour le paragraphe 2-3 pour les étrangers et l'état civil

rubrique 1	police des étrangers
rubrique 2	nationalité française
rubrique 3	état civil

- Mme Josiane ADRIANI pour le paragraphe 2-4 circulation et sécurité routières

rubrique 1	permis de conduire
rubrique 2	cartes grises
rubrique 3	divers

**ARTICLE 3 :**

Délégation permanente est donnée à :

- Mme Martine CARLIER-MERLO, attachée, chef du bureau des élections et des affaires générales,
- Melle Marie-Claire BARTHE, attachée, chef du bureau de la police administrative,
- Melle Antoinette MAZZEO, attachée, chef du bureau des étrangers et de l'état civil,
- Mme Josiane ADRIANI, attachée, chef du bureau des usagers de la route,

à l'effet de signer, dans la limite des attributions de leurs bureaux respectifs, les documents suivants :

- notes et rapports internes à la préfecture ;
- correspondances ne constituant ni décisions, ni instructions générales sauf le courrier ministériel et les correspondances adressées aux parlementaires, au président du conseil général, aux conseillers généraux, aux maires et aux présidents d'établissements publics locaux ;
- récépissés et documents afférents à la délivrance des titres de circulation (cartes grises, permis de conduire, cartes professionnelles, cartes de forains et de nomades, passeports, cartes nationales d'identité, cartes de séjour aux étrangers, autorisations provisoires de séjour, permis de chasser) ;
- ampliations d'arrêtés et de convention ;
- copies de pièces et documents à annexer à une décision préfectorale ;
- décision de versement des dossiers archivés au directeur des archives départementales.

**ARTICLE 4 :**

En cas d'absence de Madame CARLIER-MERLO, chef du bureau des élections et des affaires générales, la délégation de signature qui lui est donnée par l'article 3 du présent arrêté sera exercée dans les mêmes conditions par Monsieur Jérôme LACOMBE, SACN, adjoint au chef de bureau.

**ARTICLE 5 :**

En cas d'absence de Mademoiselle MAZZEO, chef du bureau des étrangers et de l'état civil, la délégation de signature qui lui est donnée par l'article 3 du présent arrêté sera exercée dans les mêmes conditions par Madame Dominique LAPEYRE, SACN, adjointe au chef de bureau.

**ARTICLE 6 :**

En cas d'absence de Madame ADRIANI, chef du bureau des usagers de la route, la délégation de signature qui lui est donnée par l'article 3 du présent arrêté sera exercée dans les mêmes conditions par Mademoiselle Jane Maryse CORBIERE, SACN, adjoint au chef de bureau.

**ARTICLE 7 :**

L'arrêté n° 2002-4612 en date du 08 novembre 2002 est abrogé.

**ARTICLE 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de la réglementation et des libertés publiques, les chefs de bureau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 6 mars 2003  
Pour le préfet absent,  
le secrétaire général  
chargé de l'administration du département  
Henri JEAN

---

***Arrêté préfectoral n° 2003-0545 donnant délégation de signature à M. Aimé BERGERON, directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon***

Le préfet de l'Aude

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII modifiée concernant la division du territoire de la République et l'administration ;

VU la constitution du 4 octobre 1958 modifiée et notamment son article 21 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat et notamment son article 12 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et notamment ses articles 7 et 7-1 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements et notamment ses articles 14, 16 et 17 ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment son article 6 ;

VU le décret du 6 janvier 2000 portant nomination de M. Gérard BOUGRIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU la réorganisation du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon approuvée par le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme le 25 mars 1996 ;

VU l'arrêté n° 01 011485 du 10 décembre 1991 du ministre de l'équipement, des transports et du logement portant nomination de M. Aimé BERGERON, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, directeur du service maritime et de navigation Languedoc-Roussillon ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est accordée à M. Aimé BERGERON, ingénieur divisionnaire T.P.E, directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions les documents et décisions suivants :

<b>I - Au titre de la gestion et conservation du domaine public</b>	
I-1- a) Délivrance, b) refus de délivrance et c) retrait des autorisations d'occupation temporaire non constitutives de droits réels sur les dépendances des domaines publics maritime, portuaire et fluvial et décisions relatives à leur administration.	Code du Domaine de l'Etat article R.53
I-2-a) Délivrance, b) refus de délivrance et c) retrait des autorisations d'extraction de matériaux sur les rivages de la mer et sur le domaine public fluvial	Code du Domaine de l'Etat articles R.58-1 et A.40 à A.48
I-3 - Délimitation des rivages de la mer a) Opérations préparatoires et b) décision, sauf avis défavorable des personnes consultées ou du commissaire enquêteur.	Décret n° 68-521 du 30 mai 1968
I-4 - Délimitation côté terre des lais et relais de mer a) Opérations préparatoires et b) décision, sauf avis défavorable des personnes consultées ou du commissaire enquêteur.	Décret n° 66-413 du 17 juin 1966, article 2
I-5 - Incorporation au domaine public des lais et relais de mer a) Opérations préparatoires et b) décision	Décret n° 72-879 du 19 septembre 1972, article 2
I-6 - Désignation des terrains réservés en application de la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963, relative au domaine public maritime	Décret n° 66-413 du 17 juin 1966, article 8
I-7 - Autorisation de construction ou addition de construction sur terrains réservés, en application de l'article 4 (paragraphe 3) de la loi n° 63-1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime	Décret n° 66-413 du 17 juin 1966, article 9
I-8 - Remise à l'administration des domaines des terrains du domaine privé de l'Etat devenus inutiles au service	Code du Domaine de l'Etat article L.53
I-9 - Arrêtés de nomination des membres des commissions nautiques à l'échelon local	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 articles 5 et 6
I-10 - Déclaration d'Intérêt Général (Code de l'Environnement article L.211-7) (consultations)	Décret n° 93-1182 du 21 octobre 1993
I-11 - Opérations préparatoires à la délivrance ou au retrait des concessions de plages naturelles à une personne publique (sauf accord)	Code de l'Environnement, article L.321-9
I-12 - Approbation des sous-traités d'exploitation de plages délivrées dans le cadre des concessions de plages.	Code du Domaine de l'Etat - article R.53
I-13 - Opérations préparatoires à un arrêté de transfert de gestion	Code du Domaine de l'Etat - articles L.35 et R.58
I-14 - Opérations préparatoires à un arrêté de superposition de gestion	Code du Domaine de l'Etat - article R.53
<b>II - Port d'intérêt National de PORT-LA-NOUVELLE</b>	
<b>II-1 - au titre des travaux</b>	
II-1-1 - Approbation, dans la limite du seuil mentionné à l'article R 122-1 du code des ports, des projets d'exécution relatifs aux travaux de grosses réparations, d'amélioration, d'extension et d'équipement dont les avant-projets ont été préalablement approuvés par une décision ministérielle portant fixation du montant des dépenses autorisées et pour l'exécution desquels des crédits ont été ouverts.	Article R 122-1 du code des ports
II-1-2 - Autorisation d'investissement : autorisation préalable de l'autorité concédante pour des investissements réalisés par le concessionnaire ou les titulaires d'autorisation d'outillage privé avec obligation de service public dont la durée d'amortissement est supérieure à 5 ans	
II-1-3 - Délivrance des autorisations d'outillages privés avec obligation de service public non constitutives de droits réels dans les zones non concédées du port.	
II-1-4 - Autorisation préalable au concessionnaire pour la délivrance d'autorisation d'outillage privé avec obligation de service public non constitutive de droits réels dans les zones concédées du port.	
<b>II-2 - au titre des opérations domaniales</b>	
II-2-1 - Délimitation des ports maritimes	Article R 151-1 du code des ports
II-2-2 - Approbation des contrats d'amodiation des terre-pleins portuaires concédés, passés entre le concessionnaire et des entreprises portuaires, non constitutive de droits réels et dont l'échéance excède celle de la concession	

<b>II-3 - au titre de l'exploitation</b>	
II-3-1 - Toutes mesures de détail ou exceptionnelles prises dans le cadre de la réglementation générale ou locale sur le transport et la manutention des matières dangereuses ou infectes	
II-3-2 - Toutes mesures d'exploitation prises dans le cadre du règlement général de police ou des règlements particuliers applicables au port de PORT-LA-NOUVELLE.	Code des Ports Maritimes
II-3-3 - Autorisation d'exécution des travaux urgents des voies ferrées des ports	Code des Ports Maritimes article R 421-6
II-3-4 - Etablissement et notification des mises en demeure dans le cas d'épaves maritimes ou de navires et engins flottants abandonnés à l'intérieur des limites administratives du port de PORT-LA-NOUVELLE.	Décret n° 61-1547 article 6 du 26/12/1961 modifié par décret n° 85-662 du 3/7/1985
II-3-5 - Etablissement et notification des mises en demeure dans le cas de navires et engins flottants abandonnés à l'intérieur des limites administratives du port de PORT-LA-NOUVELLE.	Décret n° 61-1547 article 6 du 26/12/1961 modifié par décret n° 85-662 du 3/7/1985
II-3-6 - Autorisation de clôturer les zones portuaires et approbation des projets de clôture	Code des Ports Maritimes articles R.341-3 et R 341-4
<b>III - Conventions</b> autres que celles concernant les prêts de concours du service au titre de la loi du 29 septembre 1948 avec le département, les communes, leurs groupements ainsi que leurs établissements publics, relatives aux affaires de gestion courante (dragages, nettoyage des plages, balisage....)	
<b>IV - Police et conservation des eaux</b> : Tous les actes de procédure prévus aux articles L 214-1 à L 214-6 et L 216-4 du code de l'environnement et détaillés dans le décret nomenclature n° 93-742 du 29 mars 1993. a) articles 3 et 20, b) article 4, c) articles 6 et 20, d) articles 7 et 20, e) article 8, f) article 9, g) article 16 2° du décret 93-742	Décret n° 93-742 du 29 mars 1993

#### ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Aimé BERGERON, délégation de signature est consentie à M. Roger BONAVIDA, ingénieur divisionnaire des T.P.E, directeur adjoint du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon pour l'ensemble des documents et décisions cités à l'article 1 du présent arrêté.

#### ARTICLE 3 :

Sur proposition du directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon, délégation de signature est accordée, dans le cadre de leurs attributions respectives, aux personnes figurant dans le tableau ci-après, pour les documents et décisions correspondantes :

NOM	GRADE	DOMAINE
M. Jacques CHARMASSEN	Attaché principal des services déconcentrés	Article 1 <sup>er</sup> paragraphe I-8
M. Bernard CATOIRE	Ingénieur divisionnaire des TPE	Article 1 <sup>er</sup> paragraphe III
M. Jean-Pierre MATOSSI	Ingénieur divisionnaire des TPE	Article 1 <sup>er</sup> : paragraphes I-1-a) et b), II-2-2, II-3-3, II-3-6
Mme Agnès LONG	Ingénieur divisionnaire des TPE	Article 1 <sup>er</sup> : paragraphes I-1-a) et b), I-2 à I-5, I-9, I-10, I-11 à I-14, IV a) à g)
M. Jean-Pierre PUJOL	Chef de subdivision	Article 1 <sup>er</sup> paragraphes I-1-a) et b), I-3-a), I-4-a), I-5-a), I-10, I-11 à I-14
Mme Flore LAFAYE de MICHAUX	Ingénieur des TPE	Article 1 <sup>er</sup> paragraphes I-10, IV-a), e) et g)
M. Dominique BRICHE	Commandant du port de Port-La-Nouvelle	Article 1 <sup>er</sup> paragraphes II-3-1, II-3-2, II-3-4, II-3-5

#### ARTICLE 4 :

Demeurent réservés à la signature du préfet :

- 1) Toutes correspondances adressées :
  - aux cabinets ministériels,
  - aux parlementaires,
  - au président du conseil régional,
  - aux conseillers régionaux élus dans le département,
  - au président du conseil général,
  - aux conseillers généraux.
- 2) Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes, dans le cadre du contrôle des collectivités locales et de leurs établissements publics.
- 3) Les mémoires en défense ou en réponse dans ce même cadre.

#### ARTICLE 5 :

Sont notamment soumises impérativement au visa préalable du préfet les correspondances adressées :

- aux administrations centrales,
- aux préfets de la région Languedoc-Roussillon,
- aux maires et aux présidents d'établissements publics locaux,

ainsi que celles dont l'objet ou l'importance le justifie.

#### ARTICLE 6 :

L'arrêté préfectoral n° 2003-0311 du 14 février 2003 est abrogé.



**ARTICLE 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et l'ingénieur divisionnaire des T.P.E, directeur du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 17 février 2003

Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Arrêté préfectoral n° 2003-0558 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement secondaire à M. Robert AUDEMAR, directeur des services fiscaux de l'Aude**

Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 71-153 du 22 février 1971 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements, notamment ses articles 15 et 17 modifié par le décret n° 88-199 du 29 février 1988 ;

VU le décret n° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services fiscaux, les services douaniers et les laboratoires régionaux ;

VU le décret en conseil des ministres du 6 janvier 2000 portant nomination de M. Gérard BOUGRIER en qualité de préfet de l'Aude ;

VU les arrêtés du 21 décembre 1982 et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983 et 5 janvier 1984 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du 17 mai 1983 instituant une régie d'avance auprès des directions des services fiscaux ;

VU la nomination à compter du 30 janvier 2003 de M. Robert AUDEMAR en qualité de directeur des services fiscaux de l'Aude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

A R R Ê T E :

**ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est donnée à M. Robert AUDEMAR, directeur des services fiscaux de l'Aude, à l'effet de signer au nom du préfet, tous les actes relatifs à l'ordonnancement et à l'exécution des opérations de dépenses selon la nomenclature donnée en annexe (pouvant être consultée au bureau du courrier et de la documentation de la préfecture).

**ARTICLE 2 :**

Sont toutefois exclus de cette délégation, les ordres de réquisition du comptable public assignataire et les décisions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, contrôleur financier local en matière d'engagement de dépenses.

**ARTICLE 3 :**

Le directeur des services fiscaux peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux fonctionnaires de son service ayant au moins le grade d'inspecteur de direction. La signature des agents habilités dans les conditions prévues au présent article sera accréditée auprès du comptable payeur.

**ARTICLE 4 :**

L'arrêté préfectoral n° 2000-0251 du 19 janvier 2000 est abrogé.

**ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le trésorier payeur général et le directeur des services fiscaux de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 11 mars 2003

Le préfet,  
Gérard BOUGRIER

---

**Arrêté préfectoral n° 2003-0559 donnant délégation de signature à Monsieur Cyril MADAR, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Languedoc-Roussillon par intérim**

Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements et notamment ses articles 15 et 17 et la circulaire d'application de M. le Premier ministre en date du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration et notamment son article 161 ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU le décret du 6 janvier 2000 portant nomination de M. Gérard BOUGRIER en qualité de préfet de l'Aude ;  
VU le décret n° 2002-893 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;  
VU le décret n° 2002-894 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ;  
VU le décret n° 2002-895 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de l'écologie et du développement durable ;  
VU le décret n° 2002-966 du 9 juillet 2002 relatif aux attributions déléguées à la ministre déléguée à l'industrie ;  
VU l'arrêté ministériel du 6 juillet 1992 portant organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;  
VU la lettre de M. le directeur de l'action régionale et de la petite et moyenne industrie n° 2003-075 du 13 février 2003 proposant M. Cyril MADAR, ingénieur des mines, chef de la division développement industriel et technologique en tant que directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Languedoc-Roussillon par intérim ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aude ;

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Délégation de signature est donnée, pour le département de l'Aude, à M. Cyril MADAR, ingénieur général des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Languedoc-Roussillon, pour signer toutes les pièces y compris les décisions relevant de ses attributions dans les domaines énumérés ci-après, à l'exception des décisions qui mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des communes, font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la préfecture ou concernent l'occupation temporaire des terrains privés ou la pénétration sur lesdits terrains :

**I - SOL ET SOUS-SOL**

- Recherche et exploitation des substances minérales (classe des mines),
- Recherche et exploitation d'hydrocarbures (pièces relatives aux procédures d'instruction),
- Stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés de gaz ou de produits chimiques,
- Eaux minérales,
- Eaux souterraines,
- Dépôts et utilisations de produits explosifs dès réception.

**II - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

- Animation des actions qui concourent au développement industriel régional ainsi que propositions et mise en oeuvre des mesures de nature à y contribuer.
- Participations aux travaux des commissions traitant au niveau régional ou départemental de l'attribution d'aides publiques aux entreprises industrielles.
- Animation du développement de la recherche et de l'innovation ainsi que celui de l'information scientifique et technique dans la région.
- Coordination de l'action des établissements publics de recherche et de développement technologique et des organismes placés sous la tutelle du ministre de l'industrie, et du secrétaire d'État au commerce extérieur, pour ce qui concerne leurs actions spécifiques dans la région.

**III - ENVIRONNEMENT**

- Pollutions, nuisances et risques d'origine industrielle
- Déchets (production, transport, importation, exportation, transit, traitement)
- Pollution de l'air

**IV - CONTRÔLES TECHNIQUES**

**Véhicules :**

- Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation de certaines catégories de véhicules soumises à réglementation spécifique conformément à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 18 juin 1991 ;
- Réceptions par type ou à titre isolé des véhicules ;
- Retraits de cartes grises dans le cadre de l'arrêté ministériel du 15 novembre 1954,
- Contrôle des centres agréés de contrôles techniques de véhicules légers.

**Appareils et canalisations sous pression de vapeur d'eau ou de gaz**

**Métrologie légale (agrément, contrôles)**

**V- ÉNERGIE (gaz et électricité)**

- Production, transport et distribution du gaz et de l'électricité
- Conditions de l'utilisation de l'énergie
- Barrages faisant l'objet d'un plan d'alerte et autres ouvrages

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cyril MADAR, les délégations de signature qui lui sont conférées seront exercées par M. Alain TEISSIER, ingénieur des mines.

**ARTICLE 3 :**

Les délégations de signature qui sont conférées à M. Cyril MADAR à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sont également exercées dans la limite de leurs compétences par :

- M. Jacques BUSSET, ingénieur de l'industrie et des mines (§ I, III)
- M. Serge SUBRA de SALAFA, ingénieur (§ III)
- M. Michel BROT, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines (§ V)
- M. Guy BONNET, ingénieur de l'industrie et des mines (§ III)
- M. Alain ZERMATTEN, ingénieur de l'industrie et des mines (§ IV)
- M. Jean-Pierre GAUTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines (§ I à V)
- M. Michel ISLIC, ingénieur de l'industrie et des mines (§ I, III, V)
- M. Martial CHOLET, ingénieur (§ II)

- M. Gérard HIRSCHY, ingénieur des T.P.E. (équipement) (§ III)
- M. Alain LEMAINQUE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines (§ I, III)
- M. Pierre METCHE, attaché d'administration centrale (§ II)
- M. Michel MORIN, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines (§ II)
- M. Maurice TURPAUD, ingénieur de l'industrie et des mines (§ III)
- M. Jehan GIROUD, ingénieur de l'industrie et des mines (§ I, III)
- M. Pierre BEAUCHAUD, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines (§ III)
- M. Jean-Louis ROLLOT, ingénieur de l'industrie et des mines (§ III)

ainsi que par :

- M. André AYGON, technicien supérieur de l'industrie et des mines (§ I, III)
- M. Jean-Claude COMBE, technicien de l'industrie et des mines (§ IV)
- M. Jean-Luc LEROY, technicien de l'industrie et des mines (§ IV)
- M. Jean-Marie PELOUX, chef de section des TPE (équipement) (§ V)
- M. Christophe MONTAUBAN, technicien de l'industrie et des mines (§ III)
- M. Michel BLAZIN, technicien de l'industrie et des mines (§ III, IV)
- M. Alain GUERRA, technicien supérieur de l'industrie et des mines (§ IV)
- Mme Roselyne LEMAINQUE, technicien en chef de l'industrie et des mines (§ IV, V)

et limitativement dans les domaines des contrôles visés au (§ IV) de l'article 1<sup>er</sup> par :

- M. Marc BARTHOLMOT, expert technique principal
- M. Christian ROULIN, expert technique principal
- M. Philippe CROS, expert technique
- M. David PONCE, expert technique
- M. Fabrice PLAT, expert technique
- M. Dominique LETOURNEUR, expert technique
- M. José LACROIX, expert technique
- M. Robert LORQUET, expert technique.

#### **ARTICLE 4 :**

Demeurent réservés à la signature du préfet :

1. Toutes correspondances adressées :
  - aux cabinets ministériels,
  - aux parlementaires,
  - au président du conseil régional,
  - aux conseillers régionaux élus dans le département,
  - au présidents du conseil général,
  - aux conseillers généraux.
2. Les correspondances, documents et décisions intervenant dans le cadre d'une procédure d'enquête publique.
3. Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la chambre régionale des comptes dans le cadre du contrôle des collectivités locales et de leurs établissements publics.
4. Les mémoires en défense ou en réponse dans ce même cadre.

#### **ARTICLE 5 :**

Sont notamment soumises impérativement au visa préalable du préfet, les correspondances adressées :

- aux administrations centrales,
- au préfet de la région Languedoc-Roussillon,
- aux maires et aux présidents d'établissements publics locaux,

ainsi que celles dont l'objet ou l'importance le justifie, notamment pour le contrôle de l'activité des trois entreprises du site industriel de Salsigne en dehors des procédures courantes de contrôle.

#### **ARTICLE 6 :**

L'arrêté préfectoral n° 2002-4665 du 12 novembre 2002 est abrogé.

#### **ARTICLE 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le 11 mars 2003

Le préfet,

Gérard BOUGRIER

## **SOUS-PRÉFECTURE DE NARBONNE**

#### ***Avis d'actualisation et de prorogation de la composition de la CLE du S.A.G.E. de l'Etang de Leucate ou de Salses***

Par arrêté inter préfectoral n° 2003-0042 du 30 janvier 2003, les préfets de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ont actualisé et prorogé la composition de la Commission Locale de l'Eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Etang de Leucate ou de Salses. Une copie intégrale de l'arrêté est déposée à la préfecture de Perpignan ainsi qu'à la sous-préfecture de Narbonne, bureau de l'environnement et tenue à la disposition de toute personne intéressée.

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0245 portant dissolution du syndicat intercommunal à vocation multiple pour l'équipement et l'expansion de la région de Lézignan-Corbières**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le syndicat intercommunal à vocation multiple pour l'équipement et l'expansion de la région de Lézignan-Corbières comprenant les communes de : ARGENS MINERVOIS, BOUTENAC, CAMPLONG D AUDE, CASTELNAU D AUDE, CONILHAC CORBIERES, CRUSCADES, ESCALES, FABREZAN, FERRALS LES CORBIERES, FONTCOUVERTE, HOMPS, LEZIGNAN CORBIERES, LUC SUR ORBIEU, MONTBRUN DES CORBIERES, MONTSERET, ORNAISONS, ST ANDRE DE ROQUELONGUE, TOUROUZELLE est dissous.

**ARTICLE 2 :**

Le transfert de l'actif et du passif du syndicat sera effectué dans le respect des dispositions de l'article L 5211-26 du CGCT.

**ARTICLE 3 :**

Exécution du présent arrêté

Monsieur le sous-préfet de Narbonne, Monsieur le Trésorier Payeur Général de l'Aude et Madame et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'article 1 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aude.

Narbonne, le 30 janvier 2003  
Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Narbonne,  
Christian GUEYDAN

<p><b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b></p>
--

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0391 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier Général de Carcassonne**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le jury du concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) au Centre Hospitalier Général de Carcassonne est composé comme suit :

Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant  
Monsieur Rosy BRIQUEU, Directrice de l'IFSI du centre hospitalier de Carcassonne.

Infirmières exerçant des fonctions d'enseignantes à l'école d'aides-soignants ou à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers du Centre Hospitalier Général de Carcassonne :

BAREIL Marie-Claude, Cadre de Santé Formateur  
BEC Sylvette, Cadre de Santé Formateur  
BELHACHE Françoise, Cadre de Santé Formateur  
BENSABER Zoubida, Cadre de Santé Formateur  
BERNIES Solange, faisant fonction de Cadre de Santé Formateur  
CHARIGNON Christiane, Cadre de Santé Formateur  
DEBLONDE Laetitia, Cadre de Santé Formateur  
LECLERQ Josette, Cadre de Santé Formateur  
LLANAS Annie, faisant fonction de Cadre de Santé Formateur  
MOUILLAT Rose, Cadre de Santé Formateur  
POSOTTO Danielle, Cadre de Santé Formateur  
TRONC Michelle, Cadre de Santé Formateur  
CABROL Gilbert, Cadre Supérieur de Santé  
DECOURT Michelle, Cadre Supérieur de Santé  
GESTIN Armelle, Cadre Supérieur de Santé  
SARRAN Béatrice, Cadre Supérieur de Santé  
ALLIES Catherine, Cadre de Santé  
CAZAUX Lucienne, Cadre de Santé  
CAZAUX Michel, Cadre de Santé  
CONSIGNY Ghyslaine, Cadre de Santé  
COURREGES Claudine, Cadre de Santé

ALBERT Elisabeth, Cadre de Santé  
GOUDY Huguette, Cadre de Santé  
HALESE Martine, Cadre de Santé  
DELOUPY Danielle, Cadre de Santé  
DIAZ Michelle, Cadre de Santé  
GARCIA Catherine, Cadre de Santé  
HAEGELI Jean-Marie, Cadre de Santé  
PIERRE Marie-Hélène, Cadre de Santé  
SOULET Jean-Claude, Cadre de Santé  
VACARISAS Pascale, Cadre de Santé Formateur

Autre membre : Madame FABRE, Directrice de « Pédagogie et Corrections » 1, rue du Cid – 33170 Gradignan

Le calendrier des épreuves est fixé comme suit :

Epreuve d'admissibilité : le samedi 15 mars 2003

Epreuve d'admission du 15 avril au 23 mai 2003 Inclus

## **ARTICLE 2 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Aude, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Carcassonne, le 18 février 2003

Le préfet de l'Aude,

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Charles JEGOU

---

### ***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0376 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier Général de Narbonne***

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

(...)

## **A R R Ê T E :**

### **ARTICLE 1 :**

Le jury du concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) au Centre Hospitalier Général de Narbonne est composé comme suit :

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant, Président.

La Directrice de l'Institut et Infirmières exerçant des fonctions d'enseignantes à l'école d'aides-soignants ou à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers du Centre Hospitalier Général de Narbonne : Madame Hélène SANDRAGNE, Directrice.

Madame Anne ABANADES, Cadre de Santé Enseignante.

Madame Laurence CAO, Cadre de Santé Enseignante.

Madame Geneviève CATHALA, Cadre de Santé Enseignante.

Madame Régine GARCIA, Cadre de Santé Enseignante

Madame Valérie GRANIER, Infirmière Enseignante.

Madame Armelle LECAM, Cadre de Santé Enseignante.

Madame Gisèle FOURVEL, Infirmière Enseignante.

Madame Corinne RODRIGUES, Cadre de Santé Enseignante

Madame ROUX Lucienne, Cadre de Santé Enseignante

Madame HAJDZIONI Brigitte, Cadre de Santé Enseignante

Monsieur VERA Thierry, Cadre de Santé Enseignant

Madame WARAKSA Béatrice, Infirmière Enseignante.

Autre membre, pour le jury d'admissibilité :

Madame FABRE « Pédagogie et Corrections » 33170 Gradignan : épreuve écrite (Biologie, Alimentation, Nutrition).

Infirmières exerçant des fonctions d'encadrement dans les services du Centre Hospitalier Général de Narbonne accueillant des élèves en stage :

Madame Joëlle BLANC, Cadre de Santé – Centre hospitalier de Narbonne.

Madame Odile BARRET, Cadre de Santé – Centre Hospitalier de Lézignan

Madame Eliane CIRE, Cadre de Santé – Centre Hospitalier de Narbonne

Madame Lysiane FRANCES, Cadre de Santé – Centre Hospitalier de Narbonne

Madame Anne-Marie BONNERY, Cadre de Santé Supérieur – Centre Hospitalier de Narbonne

Madame Geneviève HURIEZ, Cadre de Santé – Centre hospitalier de Narbonne.

Madame Marie-Claire ESTEBANEZ, Cadre de Santé – Centre Hospitalier de Lézignan.

Madame Claudine NUNEZ, Cadre de Santé – Centre Hospitalier de Narbonne.

Monsieur Patrick RUIZ, Cadre de Santé Supérieur – Centre Hospitalier de Narbonne

Le calendrier des épreuves est fixé comme suit :

Epreuve d'admissibilité : le 15 mars 2003 de 9 heures à 11 heures

Epreuve d'admission du 12 au 23 mai 2003 Inclus

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Aude, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Carcassonne, le 18 février 2003  
Le préfet de l'Aude,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Charles JEGOU

---

***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0339 relatif à la constitution du jury prévu pour le concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) 2003 du Centre Hospitalier de Lézignan-Corbières***

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Le jury du concours d'entrée à la formation d'aide-soignant(e) au Centre Hospitalier de Lézignan-Corbières est composé comme suit :

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant, Président.

Infirmières exerçant des fonctions d'enseignantes à l' Ecole d'aide-soignant(e) du Centre hospitalier de Lézignan-Corbières : Mesdames Hélène LLACER et Jacqueline MAMET

Infirmières exerçant des fonctions d'enseignante à l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de NARBONNE : Madame WARAKSA Béatrice

Infirmières exerçant des fonctions d'encadrement dans les services du Centre Hospitalier de Lézignan-Corbières accueillant des élèves en stage : Madame Marie-Claire ESTEBANEZ, cadre de santé - Monsieur Gérard ROSE, cadre de santé - Madame Chantal HUC, faisant fonction de cadre de santé – Madame Jacqueline POINSET, cadre de santé – Madame Odile BARRET, cadre de santé.

Le calendrier des épreuves est fixé comme suit :

Epreuve d'admissibilité le 15 mars 2003 de 9 heures à 11 heures

Epreuve d'admission du Lundi 12 mai au 27 mai 2003 inclus

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Aude, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Carcassonne, le 17 février 2003  
Le préfet de l'Aude,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Charles JEGOU

---

***Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0251 relatif à l'ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de préparateurs en pharmacie au centre hospitalier de Carcassonne et de Narbonne***

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

**A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Un concours sur épreuves est ouvert dans le cadre du dispositif de résorption de l'emploi précaire afin de pourvoir quatre postes de préparateur en pharmacie :

2 postes au centre hospitalier de Carcassonne

2 postes au centre hospitalier de Narbonne

**ARTICLE 2 :**

Les épreuves se dérouleront à partir du 15 avril 2003 au centre hospitalier de Carcassonne.

**ARTICLE 3 :**

Les candidatures accompagnées des pièces justificatives devront parvenir au directeur du centre hospitalier de Carcassonne avant le 15 mars 2003.

**ARTICLE 4 :**

Peuvent faire acte de candidature les préparateurs en pharmacie remplissant les conditions posées par l'article 12 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 susvisée.

**ARTICLE 5 :**

MM. le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du centre hospitalier de Carcassonne, le directeur du centre hospitalier de Narbonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Carcassonne, le 21 février 2003

Le Préfet,

Gérard BOUGRIER

## DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0201 ordonnant le dépôt en mairie du plan de réorganisation foncière – Commune de Peyrefitte sur l'Hers – Réorganisation foncière (Titre II du Livre 1 du code rural)**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

### A R R Ê T E :

#### ARTICLE 1 :

Le plan de réorganisation foncière de la commune de Peyrefitte sur l'Hers approuvé par la commission départementale d'aménagement foncier sur l'ensemble des recours formés devant elle est définitif.

#### ARTICLE 2 :

Le plan sera déposé en mairie de Peyrefitte sur l'Hers le 25 février 2003 et en même temps le dépôt du procès-verbal de Réorganisation Foncière aura lieu à la Conservation des Hypothèques de Carcassonne.

#### ARTICLE 3 :

Avis de dépôt du plan sera donné aux intéressés par affiche apposée à la diligence du Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, à la mairie de Peyrefitte sur l'Hers et aux mairies des communes limitrophes.

#### ARTICLE 4 :

La prise de possession des nouveaux lots se fera par entente amiable entre les propriétaires et au plus tard le 25 février 2003.

#### ARTICLE 5 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour information :

- au Ministre de l'Agriculture, en vue de l'insertion au Journal Officiel de la République Française, prescrite par décret du 24 janvier 1956.

Pour exécution :

- au Président de la Commission communale d'aménagement foncier.
- aux Maires des communes de PEYREFITTE S/L'HERS, MEZERVILLE, SAINTE CAMELLE, MONTAURIOL, PAYRA S/L'HERS, MAYREVILLE, SAINT SERNIN.
- au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Aude pour publication dans un journal d'annonces légales et recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 27 janvier 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et la Forêt,  
Serge MARRET

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 2003-0202 ordonnant le dépôt en mairie du plan de réorganisation foncière – Commune de Sainte Camelle – Réorganisation foncière (Titre II du Livre 1 du code rural)**

Le Préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
(...)

### A R R Ê T E :

#### ARTICLE 1 :

Le plan de réorganisation foncière de la commune de Sainte Camelle approuvé par la commission départementale d'aménagement foncier sur l'ensemble des recours formés devant elle est définitif.

#### ARTICLE 2 :

Le plan sera déposé en mairie de Sainte Camelle le 25 février 2003 et en même temps le dépôt du procès-verbal de Réorganisation Foncière aura lieu à la Conservation des Hypothèques de Carcassonne.

#### ARTICLE 3 :

Avis de dépôt du plan sera donné aux intéressés par affiche apposée à la diligence du Président de la Commission Communale d'Aménagement Foncier, à la mairie de Sainte Camelle et aux mairies des communes limitrophes.

#### ARTICLE 4 :

La prise de possession des nouveaux lots se fera par entente amiable entre les propriétaires et au plus tard le 25 février 2003.

**ARTICLE 5 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour information :

- au Ministre de l'Agriculture, en vue de l'insertion au Journal Officiel de la République Française, prescrite par décret du 24 janvier 1956.

Pour exécution :

- au Président de la Commission communale d'aménagement foncier.
- aux Maires des communes de SAINTE CAMELLE, SALLES S/L'HERS, MEZERVILLE, MONTAURIOL, PEYREFITTE S/L'HERS, LA LOUVIERE LAURAGAIS.
- au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Aude pour publication dans un journal d'annonces légales et recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 27 janvier 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et la Forêt,  
Serge MARRET

## **DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE L'AUDE**

**Extrait de l'arrêté préfectoral n° 03-353 portant nomination d'un régisseur auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Aude**

Le Préfet de l'Aude

Chevalier de la Légion d'Honneur

(...)

### **A R R Ê T E :**

**ARTICLE 1 :**

Mme ANTOLIN Geneviève, Adjoint Administratif de la Police Nationale est nommée régisseur de la régie d'avance instituée auprès de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Aude à CARCASSONNE en remplacement de Mme AUGÉ Gisèle appelée à faire valoir prochainement ses droits à la retraite.

**ARTICLE 2 :**

Le préfet de l'Aude et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Aude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont copie sera transmise à M. le Trésorier Payeur Général de l'Aude ainsi qu'à M. le Ministre de l'Intérieur de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales - Direction Générale de la Police Nationale.

Carcassonne, le 13 février 2003

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général de la préfecture,  
Henri JEAN

## **PRÉFECTURE DE RÉGION**

### **DIRECTION RÉGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

**Avis d'ouverture d'un concours externe interrégional de recrutement de maîtres ouvriers des établissements publics d'enseignement agricole dans la spécialité restauration (cuisine)**

**Missions des maîtres ouvriers :**

Les maîtres ouvriers exercent des fonctions nécessitant une qualification approfondie, dans le domaine de la restauration collective dans les établissements d'enseignement relevant du Ministère chargé de l'Agriculture. Ils peuvent également encadrer, suivant leur qualification, des équipes d'ouvriers d'entretien et d'accueil ou d'ouvriers professionnels. Ils participent à l'exécution des tâches des agents qu'ils encadrent.

**Conditions générales d'accès à la fonction publique de l'Etat :**

- être de nationalité française,
- jouir de ses droits civiques,
- ne pas avoir de mentions portées au bulletin N°2 du casier judiciaire, incompatibles avec l'exercice des fonctions,
- pour les candidats masculins, se trouver en position régulière au regard du code du service national,
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction

**Postes à pourvoir :**

- 3 postes dans la spécialité « restauration » pour l'ensemble des Régions administratives suivantes : Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Corse. (2 postes en Languedoc-Roussillon, 1 poste en Provence-Alpes-Côte d'Azur).

**Niveau requis :**



- BEPA, BEP, ou titre ou diplôme équivalent, ou 5 ans d'expérience professionnelle dans la spécialité (dispense de titre ou d'expérience professionnelle dans certains cas)

**Condition d'âge :**

- être âgé de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2003, une dispense ou un recul de la limite d'âge pouvant être accordés dans certaines conditions.

**Calendrier des opérations de recrutement :**

- date limite de retrait des dossiers d'inscription : 21 février 2003
- date limite de dépôt des dossiers d'inscription : 28 février 2003
- date des épreuves écrites d'admissibilité : 21 mars 2003
- date des épreuves pratiques d'admission : avril-mai 2003
- affectation des lauréats : 1<sup>er</sup> septembre 2003

Retrait des dossiers d'inscription (joindre une enveloppe affranchie à 1,75 €)  
et demandes de renseignements auprès de la :  
Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt  
Service Régional de la Formation et du Développement  
3270, Route de Mende  
34090 MONTPELLIER

---

**Avis d'ouverture d'un concours externe interrégional pour le recrutement de trois adjoints techniques des services déconcentrés**

**Les missions des adjoints techniques des services déconcentrés :**

Les fonctionnaires de ce corps, classés dans la catégorie "C", participent, sous l'autorité des fonctionnaires techniques de catégories A et B aux tâches incombant aux services déconcentrés du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Les adjoints techniques sont notamment chargés de l'exécution et de la reproduction des plans, des calques, des courbes de niveau, des cartes et de la confection des dossiers y afférents, de la coordination et de la direction de chantiers ainsi que de l'élaboration de projets, de certaines tâches administratives et de formation. Les adjoints techniques sont affectés dans les services dépendant des Directions Régionales et Départementales de l'Agriculture et de la Forêt ainsi que dans les échelons de l'inventaire forestier national.

**Conditions générales d'accès à la fonction publique de l'Etat :**

Ce concours est ouvert aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- âgés de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours
- être de nationalité française,
- jouir de ses droits civiques,
- ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire, incompatibles avec l'exercice des fonctions,
- pour les candidats masculins, se trouver en position régulière au regard du code du service national,
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Les informations relatives au recul des limites d'âge et aux dispenses de diplôme pour certaines mères de famille sont disponibles auprès de la DRAF Languedoc-Roussillon.

**Postes à pourvoir :**

2 postes dans la spécialité "techniques agricoles" pour la région Languedoc-Roussillon (Montpellier) et Corse (Ajaccio)  
1 poste dans la spécialité "travaux forestiers" pour la région Languedoc-Roussillon (Montpellier).

**Niveau requis :**

Le candidat doit justifier :

Soit d'un brevet d'études professionnelles ou attester de 5 années de pratique professionnelle conduisant à la même qualification.

Soit d'un titre ou diplôme qui, étant délivré ou reconnu dans d'autres états membres de l'Union européenne ou dans des états parties à l'accord sur l'espace économique européen autre que la France, est assimilé au moins au brevet d'études professionnelles après avis de la commission chargée de se prononcer sur les demandes d'assimilation des diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique de l'Etat.

Calendrier des opérations de recrutement :

Date limite de retrait des dossiers d'inscription :	<b>21 février 2003</b>
Date limite de dépôt des dossiers d'inscription :	<b>14 mars 2003</b>
Date des épreuves écrites d'admissibilité :	<b>24 avril 2003</b>

**Informations et retrait du dossier :**

Les demandes d'admission à concourir doivent être adressées à :

DRAF Languedoc-Roussillon  
Centre des concours  
Zac du Mas d'Alco  
BP 3141  
34034 MONTPELLIER Cedex 1  
Tél : 04.67.10.19.13 - Fax 04.67.10.01.02

en y joignant une enveloppe format A4 (25x35) affranchie à 1,75 € à l'adresse du candidat.

**TARIF DE PUBLICATION**

Abonnement annuel : 38,42 euros

Prix du numéro : 3,20 euros

Les chèques sont à libeller à l'ordre du "Régisseur des recettes"

**ADMINISTRATION**

Préfecture de l'Aude

Service des moyens et de la logistique

Bureau du courrier et de la documentation

B. P. 836

11012 CARCASSONNE Cedex

**Directeur de la publication :**

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aude

**IMPRESSION**

Préfecture de l'Aude

Service de l'imprimerie

ISSN : 1141 – 3689